



associations**21**

Regards croisés sur le Développement Durable →

Boîte à outils
à l'usage de
la société civile

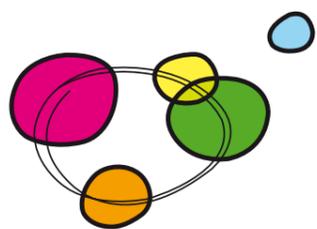


Regards croisés

Ce recueil sur le thème du développement durable est un patchwork des différents points de vue et types d'actions des membres d'Associations 21. Il est structuré par chapitres thématiques illustrés d'encarts qui se répondent, se nuancent, s'enrichissent mutuellement : à l'image des débats d'une société civile, plurielle mais reliée par une solide dynamique de réseau.

Le lecteur choisira de lire chapitre après chapitre ou de butiner librement d'une page à l'autre.

Puissent ces outils, inspirations et angles d'approches, aiguïser votre regard critique, alimenter vos débats, et enfin vous porter dans l'action.



associations**21**

→ Qui sommes-nous ?

Associations 21 est un réseau d'associations et d'organisations citoyennes qui travaillent dans différents secteurs de la société : environnement, culture, économie sociale, éducation, genre, travail social, relations Nord-Sud, droits humains, etc.

ASSOCIATIONS MEMBRES

ACODEV (Fédération des Associations de Coopération au Développement)
 Ainsi Fonds Font Fond
 APERE (Association pour la promotion des énergies renouvelables)
 ASTRAC (Réseau de Centres Culturels)
 ATD-Quart Monde Belgique
 Centre Culturel du Beau Canton
 Conseil de la Jeunesse
 CRIOC (Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs)
 écoconso
 Espace Environnement
 FUGEA (Fédération Unie de Groupements d'Éleveurs et d'Agriculteurs)
 GRACQ (Groupe de Recherche et d'Action des Cyclistes au Quotidien)
 Groupe One
 Groupe TERRE
 Habitat et Participation
 Institut Eco-Conseil
 IDD (Institut pour un Développement Durable)
 IEB (Inter-Environnement Bruxelles)
 IEW (Inter-Environnement Wallonie)
 La maison de la culture Famenne-Ardenne
 Le Monde selon les femmes
 Ligue des Familles
 Mouvement « Lutte, solidarité, travail »
 Natagora
 Oxfam Solidarité
 Planète Vie
 POSECO (Centre d'information pour une Économie Positive)
 Réseau Financement Alternatif
 Réseau Idée
 SAW-B (Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises)
 Squid (LaSemo)
 WWF-Belgium (World Wide Fund For Nature).

→ Notre constat

- Les modes de production, de consommation, d'organisation et de décision de la société sont actuellement non soutenables et les solutions de développement proposées mènent le monde dans une impasse.
- Les débats sur les questions de développement sont actuellement dominés et trop souvent limités à des questions économiques à court terme.
- Les relations de pouvoir sont inégales et empêchent un développement durable et équitable.
- Il nous manque un espace de dialogue commun où confronter nos points de vue et rechercher ensemble d'autres modèles de développement.

→ Que voulons-nous ?

Une meilleure intégration des principes du développement durable dans toutes les politiques menées et les projets mis en œuvre dans les différents secteurs d'activité de la société. Ceci, afin de permettre à toutes et tous d'accéder, ici et ailleurs, maintenant et demain, à une vie de qualité.

Pour ce faire, nous avons décidé d'agir ensemble. Forts de la richesse qu'apporte la diversité de nos expériences et de nos approches, nous voulons, ensemble :

- Elaborer une réflexion critique transversale.
- Assurer une fonction de veille et d'alerte.
- Contribuer à imaginer, expérimenter et promouvoir des modes soutenables et équitables de production, de consommation, d'organisation et de décision respectueux des droits et aspirations légitimes des générations présentes et futures.

Ceci en :

- Reconnaisant la complexité des problèmes fondamentaux de l'humanité et le caractère nécessairement partiel, incomplet et transitoire des solutions proposées.
- Récusant à l'avance toute approche dogmatique quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne.
- Encourageant la participation du plus grand nombre à la recherche de ces solutions dans le cadre d'un processus délibératif démocratique.

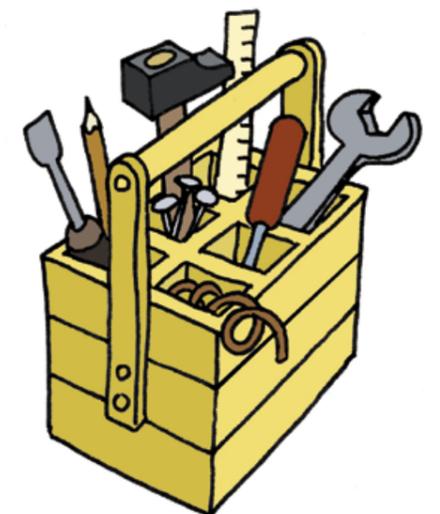
→ Pourquoi une boîte à outils du DD ?

- Pour vous permettre de renouveler votre arsenal d'arguments et d'outils « développement durable »
- Pour vous permettre de vous situer vous-même par rapport à des notions comme le développement durable, la transition, la simplicité volontaire, la décroissance...
- Pour vous entraîner à la vision multifocale des lunettes DD...
- Pour vous permettre de mieux situer la portée et les limites de votre action « DD » au sein de l'institution dans laquelle vous travaillez : l'action DD se limite-t-elle à la logistique ou peut-on aborder des questions plus structurales ?
 - Cohérence des activités réellement menées par rapport à l'objet social.
 - Méthodologies mises en œuvre (processus participatifs, modes de gouvernance...).
 - Situation de l'emploi (statuts, tension salariale, parité femmes/hommes...).
- Pour partager les débats menés au sein d'Associations 21 en 2010 (échos en ligne sur le site www.associations21.org).

Le texte ci-contre est celui de la **charte de l'association** telle qu'adoptée lors de sa création en 2006.

Celle-ci précise : « De manière pragmatique et transitoire, nous adoptons actuellement la définition et les modalités d'application du développement durable portées par la Déclaration de Rio et l'Agenda 21. Cette définition s'affinera et évoluera au cours de nos échanges ».

En effet, le **développement durable** subit une sorte de « crise générationnelle » alors que cette notion fêtera ses 25 ans en 2012. (Cfr p.6). Quant au mode de développement de nos sociétés, de plus en plus insoutenable, ses dégâts et ses limites se font sentir chaque jour davantage. L'ensemble des aspects inclus dans le paradigme du développement durable, nous semble toujours digne d'attention même si certains de ces aspects font débat, comme on le verra dans ces pages. Par commodité, on y retrouvera fréquemment les initiales « DD », à la place de « développement durable ».



Inter-Environnement Bruxelles

L'INTÉRÊT DE RETRACER L'HISTOIRE SUBJECTIVE DE SON ASSOCIATION

Inter-Environnement Bruxelles est née sur le terreau des luttes urbaines des années 70. Dans un Bruxelles de bureaux et d'auto-routes urbaines, les habitants, déjà organisés en comités de quartier, se fédèrent pour lutter pour la protection du logement et la promotion de la qualité de la vie en ville. Quelques victoires (le plan de secteur, les commissions de concertation, la création de la Région bruxelloise) et défaites (les quartiers Nord, Européen et Midi) plus tard, IEB a acquis auprès des élites un capital important. Mais ce rapprochement avec le pouvoir n'a-t-il pas érodé sa capacité à faire émerger la voix des habitants? Comment l'assemblée générale d'IEB a-t-elle évolué face à la mutation sociologique de la capitale? Ces questions ont fait l'objet d'un travail de mémoire et de «réécriture» d'une histoire d'IEB, forcément subjective mais permettant à de jeunes travailleurs de se réapproprier un objet qu'il convient de faire évoluer face à de nouveaux défis: la dualisation sociale, la «multi-culturalité», la gentrification...

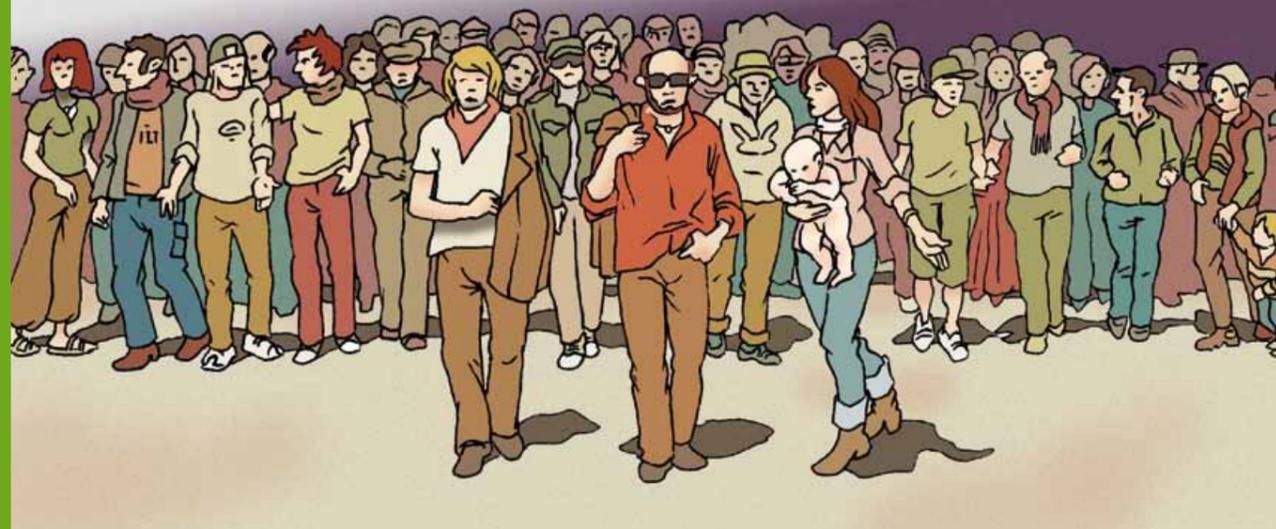
www.ieb.be→ **L'histoire, ou plutôt les histoires à croiser**

L'histoire des mouvements dont nous sommes les héritiers, nous permet de nous situer dans la grande chaîne humaine et nous livre des enseignements utiles pour le débat public sur les changements de société nécessaires aujourd'hui. Voici les histoires croisées du mouvement associatif d'une part, et du développement durable d'autre part.

L'ASSOCIATIONNISME

L'associationnisme trouve sa source dans l'économie populaire de subsistance à l'échelle domestique; il s'agit d'une économie de travail et non de capital. Dès le XVIIIe siècle, la lutte pour les droits civiques – qui aboutira à la Révolution Française et à des processus équivalents dans d'autres pays – se nourrit d'une telle activité économique. Cette combinaison économie/politique confère au mouvement associatif une force financière mais aussi morale (sociale ou religieuse), qui devient incontournable au XIXe siècle. L'associationnisme émerge aux Etats Unis (mouvements d'émancipation des noirs et des femmes), en Europe mais aussi en Amérique Latine où l'économie populaire est tout d'abord une activité alternative et de résistance à l'économie coloniale, et devient ensuite une résistance au capitalisme au XIXe siècle.

Ce n'est pas pour rien que les associations sont régulièrement réprimées, dans les différents pays où elles s'activent. Malgré tout, des sociétés de secours mutuel se développent, issues d'un mouvement ouvrier des «petits métiers», qui combinent philanthropie, politique et syndicalisme. Ainsi se créent des associations de travailleurs, des banques populaires, des mutuelles.



On retrouve là le fondement d'une politique de l'association, un nouveau type d'espace public oublié par l'Histoire. Celle-ci n'a retenu que les VIP de l'utopie: Saint-Simon (1675-1755), Charles Fourier (1772-1837), Alexis de Tocqueville (1805-1859), dont les écrits ont d'ailleurs permis de documenter l'histoire du mouvement social. L'utopie était alors expérimentée, ce qui la démocratisait et la protégeait des tendances à l'enfermement totalitaire qui l'ont emporté ensuite. Les praticiens de l'utopie, par leur lutte pour plus d'égalité, s'opposaient fondamentalement à l'idée d'une loi naturelle de l'économie de marché.

C'est ainsi que, petit à petit, la solidarité se substitue à la charité. La solidarité est une notion plus forte, parce que sa portée collective structure les rapports sociaux et économiques. Au XIXe siècle, l'idée neuve est celle d'une solidarité démocratique, différente des solidarités traditionnelles, plus politique. La revendication du principe d'égalité peine à progresser mais elle crée du lien social.

A partir de la seconde moitié du XIXe siècle, les politiques établis argumentent qu'il faut certaines qualités pour avoir le droit de s'exprimer, notamment par le vote (censitaire). Ils développent en même temps l'idéologie du progrès et du productivisme. Le mouvement libéral monte en puissance. Un groupe social pose problème: les pauvres, qui ne peuvent s'adapter au nouveau régime! Or ces «pauvres» ne se battent pas seulement pour leur survie mais aussi pour défendre une certaine manière de vivre ensemble, et surtout plus d'égalité. Les révoltes paysannes et ouvrières se passent à des périodes différentes d'un pays à l'autre, le radicalisme populaire revient régulièrement ici et là jusqu'à la fin du XIXe siècle. Puis il est englouti dans la polarité libéralisme v/s socialisme.

De cette polarité naissent les grandes idéologies qui marqueront le XXe siècle, mais aussi des réformes aboutissant à une nouvelle architecture bipolaire de la société, Etat social d'une part, marché d'autre part. Dans ce compromis, la solidarité est tributaire de la croissance marchande et les syndicats s'enracinent dans l'entreprise de type industriel. Entretemps, l'économie populaire a été dévalorisée, au Nord comme au Sud, et le secteur associatif est devenu le «tiers secteur», à la marge des deux autres. Pourtant, dans les faits, l'économie populaire subsiste. Jusqu'au milieu du XXe siècle, la paysannerie reste le modèle agricole dominant et on compte plus d'ouvriers dans les PME que dans les grandes entreprises.

Dans la seconde moitié du XXe siècle, on voit émerger des formes renouvelées d'économie sociale, portées par des économistes qui réécrivent l'histoire, à l'instar de Karl Polanyi (1886-1964) et de sa «Grande transformation» (1944). Dans cet ouvrage, Polanyi retrace l'histoire du capitalisme, du XVIIIe siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale, avec une vision d'une actualité toujours étonnante aujourd'hui...

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Parallèlement on peut retracer l'histoire des débats qui ont abouti à la notion de développement durable. Celle-ci est le fruit d'une longue maturation de débats sociétaux. Le croisement des analyses socio-économiques, environnementales et démographiques survient dans les années 80, marquées par l'essoufflement des mythes et des discours issus de la révolution industrielle. L'irruption de l'environnement naturel, pollué autant par le capitalisme que par les régimes communistes en perte de vitesse (le mur de Berlin est sur le point de tomber), renvoie dos à dos les protagonistes de la rivalité Est-Ouest, du clivage gauche-droite et des tensions Nord-Sud.

Ce souci pour l'environnement naturel a lui-même des racines profondes. A la fin du XIXe siècle, aux Etats-Unis, préservationnistes et conservationnistes s'opposent sur une sauvegarde des espaces naturels vierges de toute influence humaine pour les premiers, anthropocentrique pour les seconds. On est alors sur un continent à peine émergé du choc des cultures entre tribus indiennes et colons blancs... Plus près de nous, en 1962, Rachel Carson publie «Silent spring», réquisitoire contre les pesticides de synthèse qui conduisit à l'interdiction du DDT aux USA. Ce livre vendu à plus de 2 millions d'exemplaires fut traduit en 16 langues et maintes fois réédité.

Ces quelques fragments de l'histoire de l'associationnisme sont issus du livre «**Politique de l'association**», du sociologue français Jean-Louis Laville, éditions du Seuil 2010. L'auteur y invite la société civile à dépasser le dualisme Etat/marché, pour prendre sa place dans un troisième pôle. Pour cela, il faut que les acteurs associatifs et de l'économie sociale retrouvent la mémoire et osent se mêler au débat public sur l'avenir de la société, afin que l'Etat n'obéisse plus seulement aux capitalistes...



Institut pour un Développement Durable

«LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: ENTRE MYTHE ET UTOPIE»

Comme le souligne Paul Marie Boulanger, auteur de cet article dont le survol ci-contre est inspiré, depuis son entrée officielle dans le monde, le développement durable a connu un succès probablement sans précédent dans l'histoire des idées. En l'espace d'une génération, il a pris possession de l'espace public mondial, des moyens de communication de masse, des centres de recherche scientifique, des étagères des libraires. Le site «amazon.fr», par exemple, ne recense pas moins de 2673 livres en français dont le titre comprend le vocable «développement durable». Une recherche identique avec «sustainable development» sur le site «amazon.com» permet d'identifier 39264 ouvrages. Les rapports annuels des entreprises les plus branchées affichent fièrement leur triple bilan économique, social et environnemental. Toute cette agitation, pas toujours très honnête intellectuellement, suscite des interrogations quant à la signification réelle et à l'utilité pratique de ce concept. Après des années d'unanimité peut-être suspect, le doute s'installe petit à petit...

www.iddweb.eu/docs/DD_PMB.pdf

Définition du développement durable

Extrait du rapport de la Commission Brundlandt (CMED), «Notre avenir à tous», 1987, p.10:

«Le genre humain a parfaitement les moyens d'assumer un développement durable, de répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les leurs. La notion de développement durable implique certes des limites. Il ne s'agit pourtant pas de limites absolues mais de celles qu'imposent l'état actuel de nos techniques et de l'organisation sociale ainsi que de la capacité de la biosphère de supporter les effets de l'activité humaine. Mais nous sommes capables d'améliorer nos techniques et notre organisation sociale de manière à ouvrir la voie à une nouvelle ère de croissance économique...»

On remarquera qu'une phrase en particulier s'est dégagée de cette définition ouverte, écrite alors que l'avenir semblait encore prometteur!

Dans les années 70, l'impact environnemental se trouve résumé dans une équation, le modèle IPAT de Erhlich, Holdren et Commoner: l'impact (I) de la consommation humaine d'un bien ou d'un service étant le produit du nombre de personnes (P pour populations) qui le consomment, du nombre d'unités consommées (A pour affluence) et de l'impact unitaire de ce bien ou service dépendant de la technologie (T) utilisée pour sa production et son usage.

L'explosion démographique, prise en compte dans cette équation (P) questionne alors les modèles de développement. Il devient évident qu'on ne pourra généraliser à l'ensemble de la planète le mode de consommation des pays riches, dont les pays du Sud ne veulent d'ailleurs plus être les esclaves. Dans ce contexte, en 1970, le Club de Rome publie le rapport «Halte à la croissance». Les institutions onusiennes cherchent un projet consensuel qui permette de sortir de l'impasse productiviste tout en évitant de sombrer dans le catastrophisme des limites: dans la déclaration de Cocoyoc (Mexique), en 1974, il est question «d'éco-développement». La diplomatie américaine rejette ce concept jugé trop radical et hostile à l'économie de marché...

La Commission pour l'Environnement et le Développement (CMED) créée par l'ONU en 1982 ne part donc pas de rien. La présidente de la CMED, Gro Harlem Brundtland, a laissé son nom au célèbre rapport de 1987 qui consacre la définition du développement durable (cfr encadré). Celui-ci est légitimé au plan international par le Sommet de la terre à Rio, en 1992...

En 2012, le DD aura 25 ans et l'ONU organise «Rio +20»!
www.earthsummit2012.org

Entretemps, le monde a changé et de plus en plus de voix s'élèvent pour contester le développement durable, à sa droite mais encore plus à sa gauche, décroissants en tête. Cette critique elle-même a aussi toute une histoire. Elle est largement alimentée par l'utilisation tous azimuts et parfois hypocrite du terme «développement durable» jusqu'au coeur du système capitaliste. Compte tenu du fait qu'il a près de 25 ans, on n'est pas très étonné de voir ce terme subir une sorte de «crise générationnelle».



→ Le présent

L'idée de durabilité (quelque peu éloignée de son pendant anglais «sustainable») interpelle notre présent avec malice, alors que nous avons l'impression de voir s'accélérer nos rythmes de vie.

LA DURABILITÉ À L'ÉPREUVE DE L'ACCÉLÉRATION

Ceux-ci se trouvent remarquablement analysés dans «Accélération, une critique sociale du temps», de Hartmut Rosa, éd. La découverte, 2010. Cet auteur constate la généralisation d'un sentiment d'urgence:

- Tout s'accélère, et si on perd pied, on est exclu.
- Tout change: les métiers, les machines, les familles, les opinions, l'actualité...
- On peut voyager, consommer plus vite... Mais on n'a pas plus de temps pour en profiter!
- On a plus de choses à faire mais pas plus de temps pour les faire!

Par-dessus le marché, l'adage «le temps c'est de l'argent» n'a lui, pas pris une ride: pour en gagner, il faut accélérer la production, faire travailler les gens toujours plus vite! Pas étonnant que dans ces conditions, le travailleur se sente «comme un homme qui court sur un tapis roulant»...

Ces situations provoquent une perte de l'identité stable: il devient difficile de former un projet de vie; certains jeunes «décochent», beaucoup de gens font de la dépression...

On assiste enfin à une désynchronisation économique et écologique (la capture des ressources et les pollutions sont trop rapides pour que la planète puisse se régénérer), ainsi qu'à une désynchronisation de l'économie et de la politique: le débat politique étant moins rapide que les marchés financiers... Même l'actualité s'accélère: les événements se succèdent et sont vite oubliés!

Tout cela procure un sentiment d'instabilité permanente et une perte d'emprise théorique sur le monde. C'est pourquoi Hartmut Rosa considère ce phénomène comme une nouvelle forme diffuse de totalitarisme.



Ligue des Familles

EN LANÇANT LA CAMPAGNE «REPRENDRE LE TEMPS», LA LIGUE DES FAMILLES PROPOSE UNE DÉMARCHE MULTIPLE.

Premier objectif: activer un débat sur la valeur du temps dans notre société, le temps parental, professionnel, social et personnel. Pas question d'une approche moralisatrice à propos des choix individuels de chacun. Respect pour les choix de conciliation des temps de chaque parent. Cela n'empêche pas la Ligue des familles d'encourager des échanges d'idées et d'expériences et d'organiser des projets de solidarité comme, par exemple, le baby-sitting.

Deuxième objectif: mieux identifier les réponses à apporter aux besoins actuels de parents de disposer du temps. En une génération (20 ou 30 ans), plein de choses ont changé. Les familles sont devenues très diverses. Le parent est devenu un individu au sein de la famille. Les itinéraires de vie se bousculent. Nous vivons plus longtemps. Nous sommes plus nombreux. Les grands parents ne sont plus toujours disponibles pour prendre le relais. Pas sûr qu'on connaisse bien la voisine. Une grande majorité des femmes travaille. La pression du travail est plus forte, le stress aussi. Les horaires de travail sont parfois choisis, souvent subis. Le temps partiel, des horaires coupés, du télétravail, la flexibilité contribuent à la mosaïque des formes de travail. Les bouchons bouchonnent. Les papas s'intéressent plus à leur métier de papa. Et les mamans jonglent avec leurs trois boulots: l'éducation des enfants, le boulot au boulot et la charge du ménage (là, rien ne change!). En 20 ou 30 ans, les transformations ont été radicales. D'où l'importance d'inventer de nouvelles réponses pour et avec les parents. La campagne «Reprendre le temps» a l'ambition de rechercher des nouvelles solutions.

Troisième objectif: porter des revendications, auprès des pouvoirs publics et des organismes concernés, avec le soutien de tous les citoyenparents.

www.citoyenparent.be

Mouvement Lutte
Solidarité Travail

DU TEMPS POUR LA RECHERCHE D'OUTILS CONVIVIAUX...

Dans le cadre des dynamiques de résistance à la misère, de solidarités et actions collectives portées par le mouvement Lutte Solidarité Travail, un lieu particulier questionne tant la manière de «se mobiliser» que celle de porter des actions collectives. Il s'agit de la dynamique de TROC (Temps pour la Recherche d'Outils Conviviaux). Elle porte depuis plus de 25 ans maintenant le lieu de la Caracole. A la fois lieu de vie, d'action collective, ni une communauté, ni un habitat groupé et à la fois tout cela... Avant tout un lieu d'enracinement des choix. Cette notion du temps est effectivement une dimension essentielle de nos luttes collectives mais surtout un élément fondamental des espérances et des combats quotidiens des plus pauvres. Une telle dynamique et ses moyens reposent, depuis le départ, sur des moyens économiques, humains, en temps, en connaissance etc.. mis en partage.

www.mouvement-ist.org

DES SOLUTIONS ?

En 1986, en réaction à la multiplication des «Fast Foods» menaçant de dénaturer notre alimentation en la standardisant à grand renfort de marketing, l'Italien Carlo Petrini fonde le mouvement «Slow food». En 2009, présent dans une centaine de pays, ce mouvement comptait 100 000 adhérents et près de 1000 «convivia». Slow Food entend préserver la cuisine régionale de qualité, la biodiversité et la solidarité avec les producteurs. Ce mouvement a été décliné dans d'autres domaines avec cette idée de ralentir pour retrouver la qualité: des villes se dotent du label «cittaslow», aux Etats-Unis Woody Tasch crée la «Slow money Alliance».

www.slowmoney.org

A l'heure où Internet accapare de plus en plus notre temps, le mouvement associatif a un rôle à jouer pour réhabiliter le débat en «live» et le travail collectif dans la durée, permettant une réflexion «posée», des processus de concertation à long terme entre des interlocuteurs apprenant à se connaître et à se comprendre, des débriefings et évaluations d'actions qui ont été exécutées dans la précipitation...



Réseau Financement alternatif

LE «CAPITAL PATIENT», CLÉ D'UNE FINANCE ÉTHIQUE ET SOLIDAIRE

L'accélération se fait également ressentir dans les échanges financiers. Il est bien loin le temps où l'entrepreneur ou ses actionnaires investissaient dans une entreprise pour lui donner les moyens de se développer et où un retour sur investissement de 3 à 6 % semblait correct. Aujourd'hui, un taux de 15, 20 voire 30 % est considéré comme un minimum. Cette évolution s'explique par le fait que le capital est devenu essentiellement financier, c'est-à-dire détenu par les fonds de pension et autres intermédiaires financiers dont la seule logique est celle du profit le plus élevé et souvent à (très) court terme. Les taux de rentabilité exigés ont pour conséquence que le capital est sans cesse poussé à rechercher sa valorisation dans des activités financières supplémentaires. C'est ainsi que désormais, le volume des transactions consacrées à l'économie réelle est absurde-ment faible. En 2005, les biens et services produits pendant

une année représentaient moins de 2,2 % de la totalité des échanges monétaires. S'il est évident que des mouvements à court terme sont nécessaires pour répondre notamment aux nécessités de trésorerie, ils ne peuvent se justifier pour des investissements qui demandent du temps pour sortir leurs effets. Il faut donc remettre à l'honneur le **capital patient**, c'est-à-dire un capital qui ne peut être remboursé avant un long terme, par exemple 15 ans, et qui permet de soutenir les opérations des entreprises. Une finance proche de l'activité économique prend en considération la durée nécessaire au développement de celle-ci mais aussi ses conséquences au point de vue social et environnemental. C'est ce qu'il est convenu d'appeler l'Investissement Socialement Responsable (ISR). Depuis 1987, le Réseau Financement Alternatif promeut la finance éthique et solidaire.

www.financité.be

→ L'avenir

L'avenir est inclus dans la définition du développement durable puisque celle-ci invite à prendre en compte l'intérêt des générations futures.

Il est souvent présenté comme horizon montrant la route à prendre, avec pour jalons les plans, stratégies et objectifs tels que la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), - 30 % en 2020, - 90 % en 2050... Au cas où ces étapes vers un avenir désirable ne seraient pas respectées, s'agite le spectre d'un avenir catastrophique: ainsi, si nous ne parvenons pas à limiter la hausse des températures au-delà de 2 degrés (1,5 serait préférable), l'emballement des cataclysmes climatiques sera impossible à maîtriser.

Certes, les cataclysmes annoncés dans le passé ne se sont pas tous réalisés. Il est d'ailleurs amusant de considérer les prospectives du passé mêlant clairvoyance et naïveté. Le fait qu'à présent les cataclysmes soient annoncés par de larges groupes de scientifiques que les campagnes de dénigrement ne parviennent pas à décrédibiliser, stimule à la fois notre curiosité et nos craintes des aléas du lendemain. Le sentiment d'urgence s'en trouve renforcé, ce qui ajoute une pression supplémentaire au présent.

Dans ce domaine également, le mouvement associatif a un rôle important à jouer: répondre à l'angoisse de l'urgence en montrant qu'il est possible de reprendre en main notre destin, par le biais d'une réflexion commune sur l'avenir. On peut ainsi s'exercer collectivement à l'élaboration de scénarios à court, moyen ou long terme, dans un contexte ou par rapport à une thématique donnée. Si au départ les parties au débat ont des visions différentes, l'exercice consistera à délibérer sur le meilleur scénario pour toutes les parties.

Ainsi, en Afrique du Sud, après la chute de l'apartheid en 1991, un panel de citoyens issus des différentes communautés a été réuni au lieu dit de Mont-Fleur (Cape Town) et a formulé 4 scénarios possibles pour le futur du pays. Ces scénarios, portant des noms d'oiseaux, ont été largement médiatisés, permettant un véritable débat public et surtout l'adoption d'un imaginaire commun. Le scénario qui remporta l'adhésion de toutes les communautés s'appelait «The flight of flamingos»...

AGENDA 2011-2012

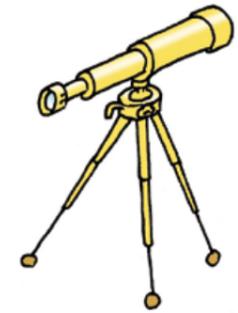
Voici une histoire bien belge: après la chute du gouvernement fédéral en 2010, il y a eu des élections, puis des négociations... Et durant celles-ci, le gouvernement en affaires courantes est parvenu à finaliser la modification de la loi de 1997 sur la coordination de la politique fédérale de développement durable (loi votée le 30 juillet, parue au Moniteur belge du 14.10.2010 p. 61445).

En effet, si personne n'était d'accord sur rien à court terme, tout le monde a trouvé que c'était une bonne idée de doter notre pays d'une vision stratégique fédérale à long terme de développement durable! Même la société civile avait demandé à être consultée. Cette demande a été prise en compte.

L'objectif de cette vision à long terme est de mieux coordonner les stratégies et plans formulés aux différents niveaux de pouvoir et dans les différentes compétences pour apporter une cohérence d'ensemble et permettre les croisements utiles entre les interlocuteurs ad hoc de ces niveaux et compétences.

Le Service public programmatique développement durable (SPPDD), plus communément appelé PODDO (initiales en néerlandais) est chargé de coordonner cette consultation de la société civile. Dans un premier temps, une seule année était prévue pour organiser des tables-rondes, afin de formuler les grandes lignes d'un «squelette» de vision à long terme.

Finalement le délai a été prolongé d'un an (Cfr Moniteur Belge du 31/12/10). D'ici octobre 2012, une vision à long terme sera donc formulée avec des experts de la société civile. Elle constituera le cadre du 3ème plan fédéral de développement durable qui contiendra les objectifs opérationnels et les étapes intermédiaires. Les gouvernements successifs pourront modifier les plans mais pas le cadre, ceci pour garantir la continuité au-delà des échéances électorales.



Inter-Environnement Wallonie

A QUAND DES «FORUMS DU FUTUR» CHEZ NOUS?

Face à l'avenir, et à l'absence de vision partagée de ce qui devrait structurer la société en 2050, la Fédération Inter-Environnement Wallonie appelle les gouvernements régionaux à organiser les «forums du futur». Ces forums devraient rassembler, à l'initiative des Ministres-présidents, les principales composantes de la société civile, et faire émerger les grandes lignes du projet commun pour le futur. Sur cette base seraient ensuite dessinés les axes de la transition nécessaire à l'atteinte de ces objectifs. Cette méthode a montré ses capacités à produire des résultats, tant aux Pays-Bas qu'en Flandre, où des projets ont été développés sous la bannière «Arena Transitie». Les résultats tangibles concernent le logement et la construction durable (projet DuWoBo) et la gestion durable des matières (projet Plan C). Au-delà de l'organisation et de la gestion de la transition, il est des mesures dont l'application immédiate est souhaitable. Inter-Environnement Wallonie prône l'adoption d'une taxe énergie/CO2 sur l'utilisation des énergies non renouvelables. En parallèle, considérant la part des produits importés par la Belgique, IEW souhaite que le gouvernement étudie la faisabilité d'instaurer une taxe énergie/CO2 sur les biens et services. Consciente des effets potentiels d'une telle taxe sur les couches socialement fragilisées de la population, IEW insiste pour que l'instauration de la taxe énergie/CO2 soit assortie de mesures compensatoires particulières visant à éviter que les ménages aux revenus les plus faibles et les allocataires sociaux ne voient leur situation se détériorer.

www.ielowonline.be

FUGEA

ELEVEURS ET AGRICULTEURS SE BATTENT POUR SAUVER L'AGRICULTURE PAYSANNE

La FUGEA, mouvement paysan et syndicat agricole wallon, est membre de la Coordination Européenne Via Campesina (ECVC) et défend les modèles d'agriculture paysannes écologiquement, économiquement et socialement durables, respectueux de la souveraineté alimentaire et de la solidarité Nord/Sud.

Selon la FUGEA, la crise agricole et alimentaire est causée par des mécanismes de marché inadéquats qui rendent les prix instables, par les pratiques de la grande distribution et de l'industrie de transformation (dumping entraînant la marginalisation et la disparition progressive des agricultures paysannes) et par des politiques libérales qui démantèlent les instruments de régulation des marchés et génèrent des inégalités sociales. Un modèle agricole et alimentaire durable nécessite le contrôle des importations, le rétablissement de quotas, une répartition plus équitable des subventions entre pays, régions et producteurs et une régulation des prix contraignant l'industrie agroalimentaire et la grande distribution à prendre en compte dans leurs pratiques d'achat les coûts de production des agriculteurs. Il s'agit enfin de permettre la mise en marché collective pour que les agriculteurs puissent mieux négocier les prix et les conditions d'approvisionnement. La régulation sert donc l'intérêt général: le rééquilibrage des rapports de force est une condition si ne qua non pour maintenir à long terme l'agriculture paysanne durable au Nord comme au Sud.

La FUGEA adresse ces constats et revendications tant aux responsables politiques belges qu'euro-péens, à l'occasion notamment de la réforme de la PAC.

Sur le terrain, la FUGEA soutient l'agriculture paysanne par des formations modulables et décentralisées et par une plate-forme, « Saveurs Paysannes », qui met en contact producteurs et consommateurs à travers diverses formes de circuits courts.

www.fugea.be

www.saveurspaysannes.be

→ Agir localement, penser globalement:

L'exemple de l'agriculture et de l'alimentation

La nourriture et les produits alimentaires ne sont pas des marchandises comme les autres puisqu'elles assurent notre sécurité d'existence au quotidien. Or, à toutes les étapes du cycle de vie de ces produits, on déplore des impacts sociaux, environnementaux et économiques catastrophiques.

C'est pourquoi, selon les associations mobilisées sur ce terrain, l'alimentation, « de la fourche à la fourchette » doit faire l'objet de changements fondamentaux des modes de production, de distribution et de consommation.

Près d'un milliard de personnes souffrent encore de la faim. Or seuls des modes de production, de distribution et de consommation durables, plus rémunérateurs pour les petits producteurs et plus équitablement répartis, permettraient de satisfaire les besoins de tous les humains, ici et ailleurs, tout en léguant aux générations futures une planète encore en état de les nourrir. Il ne s'agit plus d'aménager l'agriculture industrielle pour lui donner une touche verte, non.

Car cette agriculture industrielle est aux mains d'un nombre trop réduit de décideurs économiques et financiers qui privilégient leurs intérêts privés à court terme et non l'intérêt commun à long terme. Il est encore possible de réorganiser l'ensemble du système alimentaire en déployant les méthodes d'agro-écologie déjà largement expérimentées et étudiées. On pense notamment aux travaux du large groupe d'experts internationaux « International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development » (IAASTD), sorte d'équivalent du GIEC (Groupe international d'Experts pour le Climat) mais pour le secteur agricole.

www.agassessment.org

Le changement social ne se satisfait pas d'études et de plaidoyers. Il se nourrit aussi d'expérimentations concrètes. Citons les circuits courts (groupes d'achats solidaires de l'agriculture paysanne et autres formules similaires) qui permettent un contact direct entre producteurs et consommateurs citoyens. Il y a aussi les potagers collectifs, portés par la tradition des jardins ouvriers ou par des groupes de jeunes agriculteurs urbains, le développement de la permaculture et de l'agro-foresterie, les vergers conservatoires, l'intégration des méthodes d'agro-écologie dans les formations pour agriculteurs, etc.

Ces jeunes pousses ne doivent pas cacher la forêt d'une évolution inquiétante de l'agriculture industrielle qui force un nombre toujours réduit d'agriculteurs à pratiquer le dumping, à utiliser des intrants nocifs et à regrouper les terres arables ou pire, à les vendre à de purs financiers, au Sud surtout mais aussi en Belgique. C'est pourquoi, la société civile se mobilise pour la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC), et pour sauver l'agriculture paysanne avant que ses acteurs ne soient tous engloutis dans l'industrialisation orchestrée par les multinationales de l'agro-business...



Le texte de la page 10 est issu d'une note de positionnement du groupe de travail "alimentation durable" d'Associations 21. Texte complet en ligne sur www.associations21.org

Planète Vie

«MEAT LOVE», DÉMARCHÉ GLOBALE, SOLUTIONS LOCALES

« Meat Love » analyse, au-travers de ses interdépendances, l'impact de la production industrielle de viande sur l'homme, la terre et les animaux. Au-delà du constat et des pistes de réflexion, « Meat Love » propose des solutions:

1. L'information via un film documentaire, « Lovemeattender », pour:
 - Replacer la production et la consommation de viande dans une perspective historique et culturelle.
 - Souligner les différences entre élevage et production animale, d'une part, ferme et industrie, d'autre part.
 - Interpeller un vaste public, essentiellement jeune, pour lui faire prendre conscience des impacts de la production animale sur l'homme, l'environnement et l'animal.
 - Développer une responsabilité collective par le choix d'un mode d'élevage respectueux et intégré.
 - Développer une responsabilité individuelle dans ses choix de consommation et de distribution.
2. La communication: simple et didactique pour amorcer un changement des comportements alimentaires.
3. L'éducation: via différents projets en partenariat avec des écoles, restaurants, distributeurs, et le SIIN (Institut Scientifique pour une nutrition raisonnée).
4. L'action: le « jeudi veggie » à Bruxelles en 2011, fruit d'une collaboration entre Planète Vie, EVA et Bruxelles Environnement.

www.planete-vie.org

→ Les lieux d'intervention

Du local au global, il est possible d'intervenir dans le débat public, non seulement pour faire entendre les préoccupations des citoyens, mais surtout pour confronter celles-ci aux préoccupations d'intérêt général et inscrire le débat dans une perspective de développement durable.

La commune est le lieu de décision institué le plus proche du citoyen, non seulement du fait de la proximité géographique mais aussi parce que c'est le niveau de pouvoir où les citoyens peuvent être entendus « en direct », et non par l'intermédiaire d'organisations de la société civile ou d'élus qui les représentent.

Pour autant, l'expérience des commissions de concertation communales à propos des projets immobiliers montre qu'en matière de participation directe, tous les habitants ne sont pas logés à la même enseigne. Si les classes moyennes et supérieures sont en mesure de faire valoir leurs points de vue et intérêts, d'autres classes sociales ont plus de difficultés d'expression ou ne sont tout simplement pas accoutumées aux arcanes de la démocratie directe.

Or les responsables politiques sont obligés de tenir compte des avis exprimés dans les commissions de concertation, et de motiver leurs décisions en fonction. Le rapport de force y est donc institué, contrairement à d'autres processus participatifs tels que des réunions organisées par les promoteurs d'un projet immobilier, où il est plus aisé pour ceux-ci d'orienter le débat. C'est pourquoi l'échelon communal reste si important, aux yeux de la société civile.

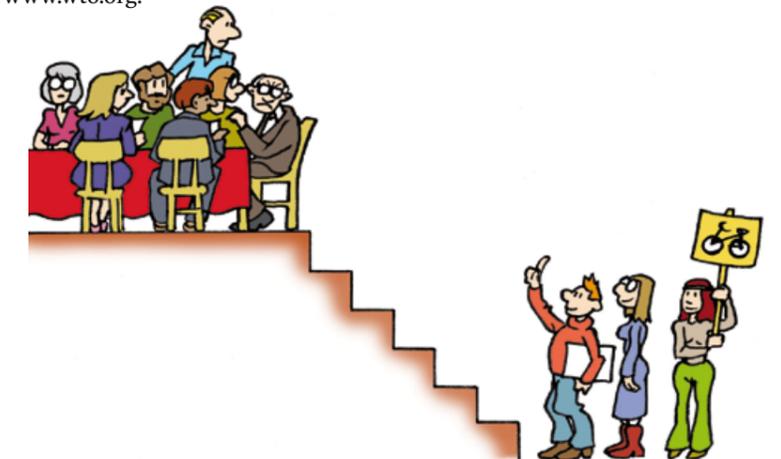
Au niveau régional comme au niveau fédéral, en Belgique, c'est donc la société civile qui représente les citoyens dans les organes consultatifs dédiés au développement durable:

- Commission Wallonne de l'Environnement et du Développement Durable (CWEDD), www.cwedd.be
- Conseil Fédéral du Développement Durable (CFDD), www.cfdd.be

Les organisations de la société civile membres d'Associations 21 sont également actives dans divers réseaux associatifs régionaux, nationaux, européens et internationaux. Elles participent aux sommets internationaux organisés sous l'égide des Nations Unies: Nagoya, Cancun, Rio + 20...

Autres instances des Nations Unies où la société civile est représentée:

- Commissions, ex. Commission for sustainable development (CSD), www.un.org/esa/dsd/csd/csd_index.shtml
- Institutions spécialisées, ex. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Organisations apparentées, ex. Organisation Mondiale du Commerce, (OMC), www.wto.org.



→ La « société civile », c'est qui ?

Les définitions ci-dessous posent la question de la légitimité des organisations qui représentent les citoyens... Leur responsabilité n'est pas mince !

L'UNESCO entend par société civile, l'auto-organisation de la société en dehors du cadre étatique ou du cadre commercial, c'est-à-dire un ensemble d'organisations ou de groupes constitués de façon plus ou moins formelle et qui n'appartiennent ni à la sphère gouvernementale, ni à la sphère commerciale.

Selon le Livre Blanc de la gouvernance de l'Union européenne, « la société civile regroupe notamment les organisations syndicales et patronales (les « partenaires sociaux »), les organisations non gouvernementales (ONG), les associations professionnelles, les organisations caritatives, les organisations de base, les organisations qui impliquent les citoyens dans la vie locale et municipale, avec une contribution spécifique des Églises et communautés religieuses ».

La conférence de Rio a inscrit la participation comme un principe fondateur du développement durable. C'est d'ailleurs dans la suite de Rio que la Belgique a mis en place son propre conseil de développement durable (CFDD) qui regroupe au sein de son assemblée générale 6 représentants des 5 groupes majeurs que sont les syndicats, les employeurs, les « académiques », les ONGs d'environnement et les ONGs de développement, ainsi que 2 membres représentant les associations de consommateurs et les producteurs d'énergie...



Espace Environnement

LA PARTICIPATION, POUR DÉMOCRATISER LES MUTATIONS

Tout en exerçant un rôle de représentation dans des organes de concertation sociale comme le Conseil Wallon pour l'Environnement et le développement durable (CWEDD), Espace Environnement fait de la participation du citoyen son orientation centrale, pour permettre son implication dans des projets visant les pratiques écoresponsables en matière d'architecture, d'urbanisme, de construction ou d'aménagement des quartiers, de mobilité, de gestion du patrimoine, d'environnement, de prévention des déchets ou de santé. Pour ce faire, l'équipe de 45 experts d'Espace Environnement développe, dans leurs différentes missions, cinq axes de travail :

- Information et conseil : permanences téléphoniques de la Maison de l'Urbanisme et de

l'Environnement, site Internet et publications.

- Accompagnement de groupes et de consultations publiques, sur base de méthodes novatrices, structurées et adaptées à chaque contexte.
- Médiation et soutien à la concertation : cette mission consiste à accompagner les différents partenaires vers une bonne compréhension, une participation active de tous les acteurs et un vrai dialogue.
- Développement urbain, dynamique participative : ces missions mandatées par les autorités publiques visent l'implication des citoyens dans un projet novateur.
- Education, formation, sensibilisation, intervention d'experts...

www.espace-environnement.be

Oxfam Solidarité, IEW, Conseil de la Jeunesse

ON A SAUVÉ LE PROCESSUS, PAS LE CLIMAT !

Cancun, décembre 2010 : la société civile belge compte dans ses rangs diverses ONG membres d'Associations 21. De retour à Bruxelles, leurs porte-parole s'expriment sur le multilatéralisme comme mode de gouvernance mondiale.

« Comment gérer autrement un problème global comme le climat ? Seul le processus onusien (un pays, une voix), garantit l'équité. Mais c'est beaucoup trop lent car le consensus, c'est compliqué. Chaque pays vient avec ses intérêts particuliers, il faut encore faire un saut dans les mentalités pour dépasser cela.

A Copenhague, on voulait un accord global ambitieux, ce fut l'échec...

A Cancun, à l'inverse, on a construit pas à pas. Certains pays s'engagent, d'autres bloquent, le rôle de la société civile est donc important pour faire pression sur nos gouvernements, y compris dans les pays en développement dont les élites font peu de cas des usagers des forêts, des paysans, des pêcheurs... On va donc batailler ferme avant la prochaine conférence des parties à Durban :

l'Europe doit s'engager à réduire de 30 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 ! »

Cfr compte-rendu complet de l'échange croisé « Debriefing Cancun » sur www.associations21.org

Suite à une modification du cadre légal de 1997 (loi du 30/07/2010 parue au Moniteur du 14/10/2010), la composition du CFDD pourrait être ajustée, mais toujours « en veillant à une représentation équilibrée des acteurs économiques, des associations d'environnement et de développement tels qu'identifiés depuis la Conférence des Nations unies à Rio en 1992 ».

Le CFDD n'est pas le seul lieu où la société civile peut « participer » pour influencer les décisions politiques en matière de développement durable. Expressions publiques des opinions et modes d'action pour participer au dialogue politique peuvent prendre diverses formes.

Certaines associations considèrent la participation comme une fin en soi, un objectif de renforcement de pouvoirs et de capacités qui permet à leurs membres et à la population qu'elles représentent de mieux contrôler leur devenir. D'autres associations perçoivent la participation comme un simple moyen pour garantir de « bons » projets.

On le voit, entre la participation passive, voire alibi, et une véritable participation active aux prises de décisions, les positions des associations peuvent diverger. Les discussions et échanges croisés autour du concept de participation constituent dès lors un véritable défi pour notre plateforme.



Oxfam Solidarité

PORTRAIT D'UNE ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE

Depuis 1964, l'ONG Oxfam-Solidarité travaille en Belgique dans la lutte contre la pauvreté et l'injustice en soutenant des partenaires du Sud et en cherchant à modifier les rapports de force Nord-Sud vers plus de justice sociale via des politiques et des modèles de développement plus durables. La problématique du développement est abordée dans sa globalité et la réalisation des droits socio-économiques, environnementaux, culturels et politiques, considérée comme un préalable à tout développement.

En 1975 et 1976 sont nées 2 autres asbl distinctes : Oxfam WereldWinkels (OWW) et Oxfam Magasins du Monde (OMM), axées sur la vente de produits du commerce équitable dans plus de 300 magasins en Belgique. En 1996, les 3 associations Oxfam ont fondé une nouvelle asbl, Oxfam en Belgique (OeB), membre de la confédération Oxfam International.

La préoccupation environnementale a, depuis plus de quarante ans, toujours été très présente au sein de l'ONG, dans le cadre des modèles et politiques à promouvoir pour diminuer la pauvreté et les inégalités entre le Nord et le Sud. La conférence de RIO en 1992 a entériné de nombreux principes et conventions rappelant au monde que l'équité dans la satisfaction du droit au développement (principe 3) et l'élimination de la pauvreté sont des préalables au développement durable (principe 5). Oxfam-Solidarité s'est donc engagée à promouvoir, de manière critique, un concept qui garantit pour chaque citoyen du monde « un progrès économique équitable sur le plan social, tout en préservant la base des ressources et l'environnement pour les générations futures ».

www.oxfamsol.be

Acodev

ONG ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les sociétés civiles du Nord et du Sud remettent souvent en question les mécanismes du développement économique qui ne tiennent pas compte des effets négatifs sur le droit des gens, l'environnement, les groupes sociaux les plus fragiles... Ces préoccupations sont portées par les ONG de développement, comme par les associations qui défendent les droits humains et l'environnement, les syndicats, etc.

Les ONG-D et leurs réseaux se créent pour défendre par exemple des paysans dépossédés de leurs terres par les exploitants de gisements miniers. Les secteurs d'activité sont multiples. Les ONG locales relayent les problèmes vécus par les populations du Sud et essayent d'impulser des mécanismes de développement durable, de renforcer leurs capacités d'acteurs. Elles les représentent en tant qu'interlocuteurs auprès des décideurs économiques et politiques.

Au Nord comme au Sud, chaque partenaire s'active à sensibiliser les populations concernées, et à faire pression sur les gouvernements locaux, nationaux et internationaux. En Belgique, les ONG de développement soutiennent ainsi des activités dans le Sud via leurs partenaires. Elles font également un travail de sensibilisation de la population belge et des décideurs, en affinant leurs plaidoyers et leurs actions de lobby. L'Éducation au Développement vise à provoquer des changements de valeurs et d'attitudes sur le plan individuel et collectif en vue d'un monde plus juste, dans lequel ressources et pouvoir(s) sont équitablement répartis dans le respect de la dignité humaine.

www.ong-livreouvert.be
www.acodev.be

Les mots

Mouvement LST

DES RICHES QUI SE PRIVENT, ÇA EXISTE! ÇA S'APPELLE LA «SIMPLICITÉ VOLONTAIRE»...

Des membres de Lutte Solidarité Travail ont participé à une rencontre avec les économistes Elena Lasida et Christian Arnsperger. «Ainsi, dans certains milieux relativement aisés, c'est parfois «tendance» de faire un choix de vie plus simple, d'acheter moins, même si on a de l'argent. C'est important que les classes moyennes réalisent qu'en effet, si tout le monde avait le même train de vie qu'elles, la planète ne pourrait le supporter. Ces personnes réalisent-elles que leurs efforts pour une vie plus sobre n'ont rien à voir avec les efforts des plus pauvres, avec ce qu'ils encaissent comme mépris, le regard des autres qui enfonce parce qu'il transpire le «c'est de ta faute»?

Personne ne choisit la misère. Les plus pauvres se démènent pour garder la tête hors de l'eau. Le quotidien est fait de tracasseries permanentes pour se justifier, faire valoir des droits élémentaires... Parfois on est tenté de «forcer le respect», en achetant des vêtements neufs pour nos enfants par exemple ; pour qu'ils soient bien vus à l'école, irréprochables. La crainte d'un placement n'est jamais loin. On veut qu'ils s'intègrent... Pour des personnes qui étaient «du bon côté» dès leur naissance, la confiance en soi et la reconnaissance pour ce qu'on est s'obtient tout autrement. Le danger, c'est que ce courant de vie simple (mais avec un compte en banque bien renfloué) ne soit moralisateur. Trop souvent, les plus pauvres ne sont pas reconnus comme véritables partenaires, notamment dans les lieux de décision, pour pousser à une transformation sociale et économique en profondeur. A LST, le point de départ c'est le vécu des plus pauvres, mais d'autres sont les bienvenus pour rejoindre cette lutte. On ne se libère jamais seul!»

www.mouvement-lst.org

Lire l'article intégral dans «La main dans la main», magazine de LST, N° 182 Déc. 2010.

Situer des notions ressenties comme polémiques ou idéologiques, dans le contexte de leur évolution historique, de leur niveau de reconnaissance, de leur échelle d'influence...

Pour mieux cerner ses valeurs et limites, on peut commencer par clarifier pour soi-même et pour les autres ses positions en tant que :

- individu (opinions personnelles)
- travailleur (valeurs à respecter / à défendre)

Sur cette base, l'exercice collectif consistera à vérifier la concordance des avis de différentes parties ou à confronter leurs divergences. Le croisement de points de vue émanant d'expériences différentes peut ainsi aider à prendre de la distance, à dédramatiser des situations de tension ou au contraire à clarifier des enjeux flous.

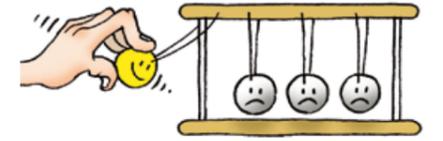
Voici un classement arbitraire de mots renvoyant à des champs sémantiques complètement différents, et qui pourrait être complètement remanié sur base d'une autre grille de lecture. L'outil de la typologie est souple. C'est une aide pour cadrer le débat. Servez-vous en à votre guise !

Quel(s) mot(s) ?	Qui l'utilise, le reconnaît ?	Où l'utilise-t-on? Echelle géographique	Quelles sont ses caractéristiques ?
Développement durable	Institutionnel, toutes les parties prenantes	Mondial (en tout cas pour l'institutionnel)	Consensuel v/s récupéré, Complet v/s complexe
Transition	Institutionnel, citoyens, experts	International (plutôt les pays anglo-saxons)	Ouvert v/s imprécis (transition vers quoi?)
Décroissance	Citoyens, activistes politiques, experts	Pays industrialisés, surtout la francophonie	Radical v/s concept «négatif», qui fait peur aux institutionnels!
Croissance zéro, croissance, économie «stationnaire»	Experts	Pays industrialisés	Propositions terminologiques médianes entre DD et décroissance
Prosperité	Institutionnel, citoyen/experts	International	Terme alternatif à «croissance» v/s terme vague --> «hyprocrite»!
Simplicité volontaire	Citoyens, activistes politiques, experts	Pays industrialisés	Positif v/s volontaire... Pour les riches!
Simplicité «involontaire»	Réalité bien palpable de la pauvreté!	Cfr crise économique mondiale	Lucide v/s «obligé»...
Pouvoir d'achat	Institutionnel	Mondial	Indicateur parfois aussi présenté comme un objectif --> identité «consommateur»

Le rapport au politique

→ Responsabilité individuelle ou collective?

Le développement durable pose la question du niveau d'action: à l'échelle de l'individu ou de la société?



POSECO

ENTREPRENEURS SOCIÉTAUX: PENSER «COLLECTIF», AGIR «PERSONNELLEMENT»

Les crises économiques, financières, et climatiques prouvent qu'il est urgent d'aborder l'économie autrement. En réponse à cet état de fait, POSECO, centre pour une économie positive, a été créée en 2003 pour aider et stimuler les entrepreneurs à appliquer leurs valeurs sociétales au cœur-même de leurs activités économiques. Autrement dit, le but est de soutenir les engagements individuels de ces acteurs du marché afin que leurs actions, produits et services soient directement bénéfiques pour le collectif. Pour ce faire, POSECO a mis sur pied plusieurs actions dont un portail internet d'informations pratiques ainsi que des conférences qui mettent en valeur différentes approches de l'entrepreneuriat socialement engagé.

La plus récente de ces approches est l'entrepreneuriat sociétal. Elle est assez innovante car elle intègre une véritable mission sociétale dans un modèle durable et viable économiquement. C'est ainsi qu'en 2010, POSECO initia le premier réseau belge d'entrepreneurs sociétaux. Ce nouveau mouvement regroupe différents types d'entrepreneurs allant de l'économie sociale à d'autres modèles et formes juridiques émanant plutôt de l'entrepreneuriat «classique». Par le décloisonnement, ils incarnent la preuve qu'une nouvelle forme d'économie est possible: il s'agit d'allier pérennité économique et fort impact sociétal, grâce à des produits et services socialement innovants. Le tout, basé sur des valeurs individuelles humaines profondes et sincères.

www.poseco.org
www.economie-positive.be

Si la société civile met si souvent l'accent sur la dynamique collective, c'est bien parce que le marché renvoie constamment le consommateur à son individualité. Il ou elle est prié(e) de consommer, de toutes les façons possibles et imaginables. Le marketing segmente le marché des consommateurs. Ainsi, sur les réseaux sociaux en ligne, les publicités qui apparaissent s'adaptent au profil de consommation du visiteur...

Le marché renvoie aussi la responsabilité au consommateur de choisir quel produit est bon ou pas du point de vue de ses intérêts particuliers et de l'intérêt général. Mais le consommateur n'est pas un expert, il ne peut pas tout savoir de la chaîne de production et de distribution. C'est pourquoi des choix de société doivent être effectués au niveau de la collectivité: incitations mais aussi interdictions ou contraintes aux entreprises. C'est la régulation, qui doit être orchestrée par les pouvoirs publics.

Le marché n'aime ni la régulation, ni les dynamiques collectives. A son image, les médias de masse rechignent désormais à organiser de véritables débats de société. Aux prises de position concertées ils préfèrent les témoignages d'individus, qui viennent alimenter le propos de tel ou tel «VIP».

Faut-il pour autant rejeter toute dynamique individuelle en matière de développement durable? Il semble évident que les deux sont indispensables et ne peuvent être opposés, au risque de contribuer au fatalisme ambiant. Comment, dès lors, articuler action individuelle et collective? En clarifiant bien les rôles et les limites de chaque niveau d'action ou d'influence et les conditions de leur complémentarité: l'action collective est nécessaire pour rendre possible et pertinente la démarche individuelle, que l'on agisse en tant que citoyen, travailleur ou entrepreneur. Et dans l'autre sens, il faut bien que des individus se bougent pour qu'une action collective soit possible...

SAW-B

UNE AUTRE MANIÈRE DE FAIRE DE L'ÉCONOMIE

L'économie sociale est une autre manière de faire de l'économie, d'entreprendre. Historiquement, ce sont des gens qui se mettent ensemble pour répondre par l'activité économique à des besoins non rencontrés. La démocratie ne s'exerce pas seulement dans la cité mais aussi dans l'activité. Que le groupe en question soit homogène ou constitué en fonction d'attentes communes, la solution est donc inventée pour répondre au besoin de façon collective. En effet, il y a aussi la figure de l'entrepreneur, parfois ce sont des individus qui portent des projets et non des groupes. Il s'agit en tout cas de produire des biens et services en privilégiant la finalité du service aux membres ou à la collectivité plutôt que le profit: c'est donc une finalité sociale au sens

large, socialisée. L'activité n'est pas développée uniquement dans le secteur social. Et le choix de cette activité (réemploi, éolien...) tient compte de son impact sur la collectivité. L'économie sociale est définie par de grands principes: services à la collectivité et aux membres, gestion démocratique, autonomie de gestion, primauté du travail sur le capital. En outre, un faisceau d'indices indique si une entreprise qui pense faire de l'économie sociale, peut être reconnue comme telle par ses pairs: statuts, tension salariale... C'est cela aussi, l'enjeu du fonctionnement collectif: s'accorder sur le projet politique qui sous-tend l'activité économique... Et sur les moyens de le réaliser!

www.saw-b.be

Les questions abordées dans ce chapitre ont émergé lors des échanges croisés d'Associations 21. Parce que la place de la société civile doit être en même temps très claire pour tout le monde et constamment redéfinie, nous les lançons ici à la cantonade, en espérant qu'elles rebondissent!

IEB

ASSOCIATIF ET POLITIQUE : L'EXPÉRIENCE D'INTER-ENVIRONNEMENT BRUXELLES

Au cours de son histoire, la fédération de comités de quartiers bruxellois a souvent procédé à des alliances avec l'un ou l'autre niveau de pouvoir. Les premiers projets politiques d'IEB furent de faire adopter le plan de secteur, qui permit de protéger partiellement le logement face aux bureaux, en fixant les affectations du territoire de Bruxelles et de participer à la création de la Région bruxelloise. Un allié de poids dans ces luttes fut l'Agglomération de Bruxelles. Lors de la création de la Région bruxelloise, les premières années furent celles de la co-production. Tout était à faire et la nouvelle administration en place s'inspira largement des travaux d'IEB pour définir ses premières politiques urbaines. Dès la deuxième législature, la Région «s'émancipa», obligeant IEB à repenser son rapport au pouvoir. La défense de l'environnement apporta un nouveau souffle. Mais le rapport au politique est aussi une affaire de gros sous. Passant de 3 à 20 travailleurs en 20 ans, IEB dut accepter des financements «alimentaires» pour assurer sa pérennité. Ce qui n'est pas dénué d'intérêt pour les pouvoirs publics: lorsqu'il s'agit de jouer l'intermédiaire entre les habitants et le gouvernement dans un domaine aussi sensible que l'aménagement du territoire... Heureusement, les politiques reconnaissent l'apport de l'associatif dans la dynamique démocratique. Les principes de l'éducation permanente visant à l'émancipation du citoyen sont d'ailleurs reconnus dans un décret qui permet de financer une part significative de l'associatif sans contraintes sur le contenu politique de son action.

www.leb.be

→ Observer ou s'impliquer ?

«Si tu ne t'occupes pas de politique, la politique, elle, s'occupera de toi»

Le vieil adage est revenu dans nos mémoires lorsque le 19 octobre 2010, un collectif d'artistes et d'intellectuels Flamands ont publié un manifeste intitulé «Solidariteit maakt een cultuur groot» (La solidarité grandit une culture). Ce texte manifeste d'entrée de jeu la crainte d'une instrumentalisation des acteurs culturels Flamands par le politique à des fins nationalistes. Quelques semaines plus tard, du côté francophone, «Culture et démocratie» prenait le relais avec un manifeste similaire, dont extrait: «Le XXIème siècle a besoin de créativité et d'audace, de solidarité et d'empathie. Ces valeurs, l'art et la culture nous les proposent de la plus belle manière qui soit. A condition de ne pas être instrumentalisés, à condition de ne pas être outils d'exclusion».

Comment éviter cette instrumentalisation tout en s'impliquant? Comment dépasser une neutralité parfois piégeante quand elle devient complice de politiques excluantes? Par l'opposition ou la collaboration? La résistance ou la participation? Sous quelle forme et quelles conditions? Ces questions interpellent chaque association membre d'Associations 21 en fonction de son expérience singulière des relations ambiguës entre l'associatif et le politique... Puisqu'elles vivent essentiellement de subsides.



Conseil de la Jeunesse

REPRÉSENTER LES JEUNES, ACTEURS ET DÉCIDEURS DE DEMAIN

Les jeunes sont doublement concernés par une gestion durable de notre patrimoine, qu'il soit écologique, humain... Car ils sont à la fois des citoyens dans le présent et les acteurs et décideurs de demain. C'est leur avenir qui est en jeu. Aussi, via le Conseil de la Jeunesse, organe consultatif en Communauté française, ils s'investissent au niveau national et international afin de faire entendre leurs avis et de défendre, sous forme d'interpellations et de recommandations auprès des politiques, l'intérêt de

tous les jeunes. La participation est un droit reconnu mais il faut encore se battre afin que les jeunes accèdent et conservent leur place dans les grands processus décisionnels qui les intéressent pourtant au premier chef. Une société durable est une société qui met tout en œuvre pour réussir son pari sur l'avenir. Les jeunes sont notre promesse. A ce titre, ils ont leur place dans l'élaboration de toutes les résolutions. Et n'attendez pas qu'ils «restent au balcon!».

www.conseildela jeunesse.be

→ Résister ou s'adapter ?

«Résister» ne signifie pas que l'on est passéiste, mais qu'on refuse l'inacceptable car d'autres solutions existent!

Depuis les années 70, la collecte et la revalorisation des déchets, activité de survie mais qui est économique quand même, a été colonisée par l'industrie, y compris à travers des démarches d'insertion, où la mesure est le niveau d'exploitation. Certains travailleurs de ces nouvelles structures s'en sortaient mieux quand ils pratiquaient ces activités de façon autonome. C'est d'autant plus révoltant qu'à présent, ce secteur est lui même fortement valorisé parce que, les ressources se raréfiant, tout déchet est désormais considéré comme une ressource.

On pourrait envisager sous le même angle le succès des jardins partagés. A priori, tout le monde trouve cela sympathique. Mais il s'agit d'éviter des dérives telles que ces initiatives visant l'autonomie finissent par aliéner encore plus des personnes volontaires au départ pour travailler dans un potager. Et qu'elles se retrouvent forcées d'y travailler dans le cadre d'un contrat d'insertion ne procurant pas une vraie rémunération...

Vu le nombre de chômeurs sur-formés, les entreprises d'insertion pratiquent en effet une forme de tournante qui ne débouche pas toujours, loin s'en faut, sur une réelle insertion. Le problème est que chaque Etat membre de l'Europe doit produire des statistiques indiquant ce qui est fait pour mettre les chômeurs au travail. Il faut donc des résultats chiffrés. Du coup, sur le terrain, des activités qui avaient un sens, le perdent. Ainsi, dans l'insertion, beaucoup de gens essayent de bien faire leur travail, mais s'enferment parfois dans de tels systèmes pour obtenir des subventions...

Il faut voir aujourd'hui les conséquences néfastes qu'entraînent les dérégulations pour tous les travailleurs, avec ou sans emploi, particulièrement les plus pauvres. La gestion des crises de l'emploi et le «traitement» des pauvres poussent au développement «d'emplois» qui échappent pour la plupart aux exigences des règles de protection des travailleurs et au respect des conventions collectives, qu'il s'agisse de formation par le travail ou de titres services qui entraînent une véritable braderie. Pour un même service, le coût pour un client peut varier dans un rapport de 1 à 5 selon la manière dont le travailleur est (ou n'est pas) rémunéré. Ce qui entraîne des «délocalisations internes» vers des travailleurs aux statuts précaires, dans le cadre d'emplois subventionnés (via l'entreprise, ou le client).

Avec la multiplication et la précarisation des statuts des travailleurs, on n'oserait presque plus, comme le faisaient les femmes de la FN en 1966, revendiquer «A travail égal, salaire égal», de peur de déclencher un nivellement par le bas! Il est regrettable que l'économie sociale contribue, en justifiant ces pratiques «hors normes» (ou plutôt «hors conventions collectives»), à de nouvelles formes de compétitivité. L'acte citoyen ne doit-il être de résister à de telles dérégulations?

Coopérative Lutte Solidarité Travail

INSÉRER OU COLONISER ?

Depuis 27 ans, LST effectue des chantiers dans le bâtiment avec des travailleurs issus de la grande pauvreté qui sont engagés avec de vrais contrats d'emploi, et se forment en travaillant, contrairement à ce qu'on leur propose dans le «carrusel» de la réinsertion. La convention collective de la commission paritaire 124 du bâtiment est respectée: c'est la plus chère! Le mouvement ouvrier a toujours évolué avec des «antennes chapeau» d'un côté et des initiatives de terrain de l'autre, il a toujours été affaire de résistance, par rapport aux projets des institutions au pouvoir.

En matière de dérégulation, LST, à l'avant-poste dans le secteur de la construction, observe d'autres secteurs sensibles où la précarité tend à devenir la règle: l'horeca, l'agriculture... Et la culture! Quant au traitement des déchets, qui assure encore la subsistance de nombreuses familles dans le monde, l'industrialisation déjà vécue chez nous depuis 30 ans comme une colonisation, ne devrait pas être un modèle pour le Sud. Protéger l'environnement et la santé, oui, mais pas au détriment des travailleurs concernés!

www.mouvement-lst.org

Oxfam Solidarité

CHANGEMENTS CLIMATIQUES : ON Y EST DÉJÀ

Alors qu'ils sont les moins responsables, les pays en voie de développement (PVDs) paieront le plus lourd tribut au réchauffement climatique. Vivant de l'exploitation des ressources naturelles, ils voient déjà les périodes de sécheresse s'allonger, la biodiversité perdre du terrain, les rendements agricoles diminuer, etc. Le réchauffement climatique accentue aussi la prévalence de maladies parasitaires et les phénomènes climatiques extrêmes, cyclones tropicaux, ouragans, typhons. Cette vulnérabilité du Sud vis-à-vis du climat est toutefois moins due à des facteurs géographiques qu'à la situation de pauvreté qui y règne. Pauvreté, injustices et vulnérabilité au climat ne peuvent donc être dissociées. Pour assurer une réponse cohérente et équitable face à ces défis, Oxfam a décidé d'agir, au Nord comme au Sud pour mieux contenir le réchauffement climatique chez nous et aussi de soutenir les PVDs dans l'adaptation et l'adoption d'un modèle de développement plus soutenable. Sur le front de la prévention, Oxfam Solidarité s'active dans divers lieux d'intervention: CFDD, sommets internationaux... (cfr p.11). L'ONG y remet en cause les politiques de dérégulation qui entraînent une surexploitation des ressources naturelles, l'appauvrissement des Pays les Moins Avancés (PMA) et le transport énergivore de produits inutiles. Sur le front de l'adaptation, Oxfam Solidarité plaide pour une augmentation substantielle des fonds d'adaptation destinés aux pays du Sud, qui visent à réparer le préjudice subi. Ces financements doivent être additionnels à l'Aide Publique au Développement, répondre au principe du pollueur-payeur et dépendre du degré de responsabilité et de capacités des pays développés. Les partenaires choisis au Sud par l'ONG promeuvent la souveraineté alimentaire, développent des activités pauvres en carbone (coton bio, pratiques agro-écologiques, circuits courts...) et intègrent la gestion des risques climatiques.

www.oxfamsol.be

APERe

ENERGIE RENOUVELABLE: CONSOMMER MOINS... ET MIEUX!

L'APERe (Association pour la Promotion des Energies Renouvelables) promeut l'énergie durable, qui implique de consommer moins (comportement judicieux), mieux (efficacité dans les technologies, les infrastructures et les matériaux) et de produire mieux (énergies renouvelables).

Tous les concepts sous-tendus par cette notion sont définis dans la Charte de l'APERe pour une énergie durable, qui précise également les motivations à favoriser les énergies renouvelables selon les trois piliers du développement durable. L'actualité de l'énergie durable est par ailleurs relayée tous les mois dans Renouvelle, le webmag gratuit édité par l'APERe.

Au niveau de la sensibilisation du grand public à l'énergie durable, l'APERe propose deux campagnes d'éducation permanente:

- La météo des énergies renouvelables vise à ajouter des indicateurs positifs à la météo classique, qui correspondent à la couverture hebdomadaire des besoins énergétiques grâce aux énergies renouvelables. L'énergie change avec la couleur du ciel... et moins on consomme, plus la couverture des besoins est élevée.
- « Quand on y pense... » met en lumière différents aspects de la problématique énergétique grâce à des comparaisons étonnantes et souvent chiffrées. Pour ce faire, une phrase hebdomadaire oriente le débat vers les enjeux plus larges de l'énergie, souvent perdus de vue. On y découvrira le point commun entre une télévision 3D, un chauffe-eau solaire, un fer à repasser, une éolienne et le soleil de Rio...

www.quandonypense.be
www.apere.org

**→ Éponger ou fermer le robinet?**

Lors d'un débat sur l'économie sociale, nous nous sommes demandés: d'où vient le problème? De la structure générale de l'économie. Quel est le combat réel? Aller fermer le robinet ou éponger l'inondation?

Le modèle de l'économie sociale devrait servir à revisiter ce qui ne va pas dans l'économie. Sinon on peut être créatifs jusqu'à la fin de nos jours dans le job d'écopier!

Il s'agit donc à la fois de critiquer fondamentalement le système productiviste tout en construisant, sur le terrain, des alternatives commerciales, énergétiques, alimentaires ou autres. Car finalement, la richesse de l'économie sociale n'est-elle pas de porter l'utopie de transformation tout en étant sur un marché, dans un cadre économique pas forcément favorable? C'est important de se cramponner à l'expérimentation pour ne pas s'évader dans une utopie doctrinaire. Car cette transformation, on ne va pas la faire tous seuls... Et quid des modèles économiques hybrides? Ne serait-ce déjà pas un progrès si des entreprises classiques intégraient certains critères de l'économie sociale?

Dans le domaine de l'aide au développement, on peut aussi se poser la question de l'objectif poursuivi par la société civile: faut-il poursuivre les missions humanitaires comme autant d'emplâtres sur une jambe de bois ou coopérer en vue d'une répartition plus équitable des richesses?

Ainsi, on parle toujours du fossé Nord-Sud, mais que dire du « mur » virtuel ou réel que dressent les pays industrialisés face à l'afflux des demandeurs d'asile? En tentant de les contenir ou en les rejetant, ne se focalise-t-on pas sur les symptômes au lieu de se préoccuper des causes? Si les pays riches restent un paradis désirable pour tant d'humains en déroute, c'est bien parce que trois principes de la déclaration de Rio ont failli: **l'équité** dans la satisfaction du droit au développement, **l'élimination de la pauvreté** et le principe de **responsabilité commune mais différenciée**.

Seul le premier des **huit objectifs du millénaire** - réduire de moitié l'extrême pauvreté dans le monde - est susceptible d'être atteint en 2015, et ce grâce à la Chine. Un milliard d'êtres humains souffrent toujours de la faim et les disparités s'accroissent. Dans ce contexte, l'aide au développement s'apparente trop souvent à l'oeuvre de missionnaires, de pompiers ou de gestionnaires alors qu'il faudrait rendre les politiques commerciales plus équitables, cesser d'imposer le modèle occidental comme condition des financements et cesser surtout le pillage des ressources.

Améliorer localement les conditions de vie ne suffit pas pour changer durablement la situation. Le développement durable ne doit pas être relégué auprès des individus ou des associations. Il doit être garanti par un socle de politiques cohérentes. Le secteur associatif doit aussi rester vigilant et veiller à cette cohérence. Faute de quoi il deviendra un acteur de coopération alibi ou pire, le fou des nouveaux rois du monde!

Ces interrogations n'épargnent pas le secteur de l'éducation à l'environnement: plus on amène des petits changements de comportements individuels (le tri, la prévention...) plus d'autres, nouveaux se mettent en place avec force... Marketing et société de consommation exigent. Où mène alors notre travail d'éducateurs? Quelle est notre efficacité? Jusqu'où s'épuiser (même avec passion) dans les changements de comportements individuels? N'entretenons-nous pas le système? De quels changements parlons-nous? La réflexion sur le changement de comportements individuels mène ainsi à celle sur le changement collectif...

→ Tout changer ou améliorer ce qui existe?

On peut à la fois prôner le changement et poursuivre un dialogue social visant à orienter la société telle qu'elle est actuellement, vers des modes de production et de consommation plus durables.

Ce ne sont pas nécessairement les mêmes acteurs qui s'impliqueront dans l'un ou l'autre processus. Le plus important est qu'ils s'entendent pour développer des stratégies complémentaires et qui s'articulent! Par exemple, « mieux » et « moins » consommer ne sont pas forcément contradictoires...



IEW

LA DÉCROISSANCE EN DÉBAT

La réflexion des associations de protection de l'environnement se porte également sur les modèles de société souhaitables. Pour sa première « Université d'automne », organisée en octobre 2010, la Fédération Inter-Environnement Wallonie a choisi de se pencher sur le concept de décroissance, un thème quelque peu passionnel mais qui a le mérite d'interroger clairement le modèle économique que nous souhaitons mettre en place pour faire face aux crises (environnementale, sociale, économique, financière...) auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés. Le terme « décroissance » fait

débat en raison de la connotation négative qui y est attachée. Beaucoup préfèrent parler d'objection de croissance. Par-delà le terme, le contenu même du concept doit être précisé. Une quasi unanimité s'opère quant à la nécessité d'une décroissance sélective, visant la production et la consommation effrénées des pays industrialisés.

www.iewonline.be

A lire: Anne THIBAUT, « De la croissance à l'acroissance? A la recherche d'un modèle économique respectueux de l'Homme et de l'environnement ».

Dossier IEW disponible en format papier et en ligne: www.iewonline.be/IMG/pdf/decroissance100615bat.pdf

CRIOC

SENSIBILISER L'OPINION PUBLIQUE, LES DÉCIDEURS, CONTRIBUER**AU DIALOGUE SOCIAL**

Selon ses statuts, le Centre de Recherche et d'Information des Organisations de Consommateurs a pour but de « fournir une aide technique aux organisations de consommateurs, de valoriser la fonction de consommation et de promouvoir la protection des consommateurs ».

Il participe à la représentation des consommateurs, en complément des organisations de consommateurs, dans les commissions et les groupes de travail tant au niveau fédéral qu'aux niveaux communautaires, régionaux et européens. C'est notamment le cas pour le Conseil Fédéral du développement durable, le Conseil Wallon pour l'Environnement et le Développement Durable, le Conseil de la consommation... En plus de cela, le CRIOC réalise toute étude, analyse et information en lien avec les matières abordées au sein de ces commissions et groupes de travail, en ce y compris leurs impacts à tous les niveaux de la décision publique (locale, régionale, communautaire, fédérale, internationale, etc.).

Il répond également aux demandes d'information des organisations de consommateurs et du SPF Economie, PME, classes moyennes et énergie.

Par ailleurs, le CRIOC dispose d'un centre de documentation sans cesse développé, et spécialisé dans le domaine de la consommation au sens large.

Enfin, le CRIOC effectue des recherches et réalise les études nécessaires à la bonne exécution de ses obligations.

www.crioc.be

Le texte ci-contre s'inspire d'une contribution du Réseau Idée à «La dimension politique de l'éducation relative à l'environnement», in Éducation relative à l'environnement: Regards - Recherches - Réflexions - volume 9, 2010 www.revue-ere.uqam.ca

Réseau Idée

L'ÉDUCATION PAR ET POUR L'ENVIRONNEMENT

Il aura fallu vingt années, et combien en faudra-t-il encore pour faire reconnaître que la gestion des problèmes environnementaux, aujourd'hui reconnus vitaux pour la (sur)vie de l'homme sur terre, nécessite un investissement important dans l'éducation, ceci à côté des nécessaires innovations technologiques, outils juridiques et économiques. Car il s'agit de faire évoluer les attitudes et ainsi les motivations, de débattre de valeurs telles que la responsabilité, la solidarité et bien d'autres, de développer et partager des connaissances et des compétences relatives à la gestion de l'environnement, de (re)tisser des liens profonds entre les hommes, leur environnement et la planète terre. Il ne s'agit pas tant de conserver l'environnement que de transformer l'homme et la société.

Sensibiliser, motiver, développer des savoirs, savoirs-faire et savoirs-être, stimuler la participation individuelle et collective, émanciper les individus pour transformer la société... C'est à cela que s'attachent les acteurs de l'éducation relative à l'environnement (ErE) et à quoi contribue le Réseau Idée. Depuis vingt années, celui-ci s'est donné pour mission de promouvoir l'ErE en faisant circuler l'information, en favorisant les échanges de pratiques, en stimulant la réflexion et en relayant les préoccupations de l'ErE vers les pouvoirs publics. Outre l'organisation de Rencontres, de colloques sur les changements de comportements, sur le changement social, de groupes de travail, le Réseau Idée a développé une série d'outils dont le magazine Symbioses: outil de valorisation des initiatives menées par les acteurs de l'ErE, espace de réflexion, carnet d'adresses et de références pédagogiques, agenda, source d'inspiration...

www.reseau-idee.be

→ Conserver ou transformer ?

Qu'il s'agisse de protection sociale ou de la nature, la question se pose souvent dans le secteur associatif du juste équilibre entre conservation et transformation.

Les acteurs de l'éducation à l'environnement se demandent eux aussi quel rôle ils doivent privilégier dans un monde en profonde mutation. S'agit-il, comme le suggèrent certains scientifiques tels qu'Edwin Zaccai (IGEAT-ULB), de «préparer les esprits à l'acceptation de mesures contraignantes»? N'y a-t-il pas là un danger d'instrumentalisation des acteurs de l'éducation? En même temps, ceux-ci reconnaissent qu'ils ne peuvent se cantonner à la sphère individuelle. En adoptant une approche globale, systémique, ils contribuent à développer des citoyennetés informées, conscientes, participatives.

De là à dénoncer et à prendre des positions politiques, il y a un pas que tous ne franchissent pas: l'éducation est vue par les uns comme un facteur de transformation sociale et d'émancipation, par les autres comme un facteur d'insertion dans la société telle qu'elle existe. Il est difficile d'assumer le choix, éminemment politique, entre ces deux options, dans un secteur habitué à respecter un prescrit de «neutralité» (même si celle-ci est toujours relative). Ce débat qui agite le monde de l'éducation tandis que des urgences nécessitent des évolutions rapides, interpelle quant aux modèles de société à promouvoir ou du moins, à (faire) connaître: développement durable, décroissance... Jusqu'où l'acteur de l'éducation à l'environnement doit-il maîtriser les compétences d'analyse socio-économique? Jusqu'où doit-il se positionner sur le plan idéologique?

Plutôt que d'enfermer dans des concepts, est-il possible de susciter la critique sociale et d'ouvrir le champ des possibles? En mai 2009, Lucie Sauvé, qui organisait le Congrès mondial de l'éducation à l'environnement à Montréal, invitait à «construire l'espoir sans naïveté». Ce qui nécessite plus de coordination des différents acteurs, de stratégie, de liens entre les initiatives... Plus on souhaite changer les structures et les institutions, plus le défi s'avère complexe!

Natagora

CONSERVER CE QUI PEUT L'ÊTRE, RESTAURER ET ACCOMPAGNER LE CHANGEMENT...

Une des stratégies de Natagora pour atteindre son objectif d'enrayer la dégradation de la biodiversité et de reconstituer un bon état général de la nature, en équilibre avec les activités humaines, est le développement d'un réseau d'espaces où la nature est prioritaire. Pour ce faire, Natagora mène trois types d'action:

- **L'achat ou la location de terrains** comportant des milieux exceptionnels et/ou abritant des espèces remarquables. À ce jour, 150 réserves naturelles (plus de 4300 hectares) sont gérées notamment grâce à l'implication de nombreux volontaires.

- Des programmes de **restauration** de milieux naturels à large échelle (LIFE et Interreg): des centaines de propriétaires sont concernés, pour une surface globale de plusieurs milliers d'hectares.
- La sensibilisation des gestionnaires de terrains (privés, publics, agricoles, d'entreprises) à adhérer au programme agri-environnemental wallon ou à la **Charte Réseau Nature**. Dans un monde en changement, un «réseau nature» important est primordial pour le déplacement des espèces, même les moins mobiles.

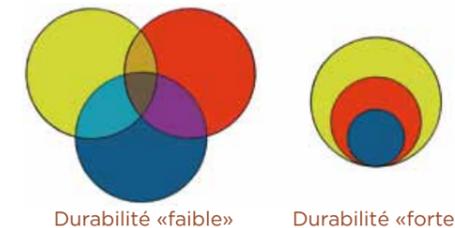
www.natagora.be

L'analyse transversale

La transversalité est partout dans l'approche du développement durable. En voici quelques exemples.

La gouvernance DD vise la prise en compte des intérêts des différentes parties prenantes, secteurs et groupes sociaux, mais aussi leur collaboration pour parvenir à dégager une orientation commune, vers une société plus juste et économe en ressources.

On peut trouver que c'est un leurre de vouloir mettre tout le monde d'accord. Il y aura toujours des intérêts divergents et des rapports de force. Précisément, le rôle des responsables politiques est d'arbitrer ces intérêts et de veiller à ce que ceux des groupes les plus vulnérables soient pris en compte, tout en évaluant les impacts très concrets des mesures prises. Les outils existants pour ce faire, en constante évolution, font eux aussi l'objet de débats nourris.



→ Les trois piliers du DD fusionnent

Les trois piliers du DD - l'environnement, le social et l'économie - sont en général présentés comme des critères distincts et partiellement cumulables (prise en compte des différents points de vue, dimensions ou critères).

L'analyse transversale de durabilité tend à intégrer ces trois dimensions, car chacune d'elles doit être durable et il n'est pas nécessairement pertinent de vouloir les distinguer.

Intégrer les trois piliers du développement durable, oui, mais comment? On voit là se confronter différentes visions du monde. En théorie la finalité de l'économie - être au service de l'humain - est assez consensuelle. Mais on sait qu'en pratique il en va tout autrement. Va-t-on ensuite considérer l'environnement comme également au service de l'humain ou plutôt présenter l'humain comme faisant partie d'un tout, nommé «environnement»? Certains «humanistes» dénoncent le risque «fondamentaliste» d'une telle représentation. Pour d'autres, cette vision est tout simplement holistique et n'implique aucune sorte de hiérarchie de valeurs. Simplement, l'humain est dépendant de l'environnement qui l'abrite pour sa survie, et a tout intérêt à le préserver.

En général, le social est le parent pauvre de l'approche DD. Mais si le grand public assimile encore trop souvent le développement durable à l'environnement, c'est aussi parce que les environnementalistes ont été historiquement porteurs de l'approche DD. Par ailleurs, certains voudraient ajouter un quatrième cercle pour la culture. Selon les experts DD, celle-ci est contenue dans le social mais de facto la culture reste marginale dans l'approche DD. Les différentes représentations graphiques des piliers suscitent donc des réflexions d'ordre philosophique et politique: tant mieux, pourvu qu'elles contribuent à faire évoluer les mentalités vers plus de durabilité!

Groupe One

FORMER LES ENTREPRENEURS À L'ANALYSE TRANSVERSALE

Selon Groupe One, les entreprises qui se développeront dans les prochaines décennies sont celles qui auront compris que les ressources naturelles de notre planète sont limitées. Elles viseront dans leur fonctionnement le «zéro-déchet» et une neutralité carbone.

Pour répondre à cet enjeu, la vision mise en avant par Groupe One est la durabilité forte (graphique de droite) qui va plus loin que la responsabilité sociale des entreprises (graphique de gauche) car l'économie y est clairement au service de l'Homme qui, lui, doit être «réintégré» dans la Nature.

Les formations de Groupe One s'adressent à tout candidat entrepreneur / intéressé par le statut d'indépendant, enseignant, demandeur d'emploi, entreprise et toute personne en recherche d'une formation en développement durable. Différents modules existent ou peuvent être créés à la demande.

Formation phare: HomoResponsabilis, basé sur un jeu de simulation de gestion d'une entreprise (2h) suivi d'un débriefing (de 1h à 4h). Cette pédagogie permet à chaque participant d'assimiler par la pratique les concepts théoriques de base du développement durable appliqué à l'économie et de se positionner personnellement quant aux différents enjeux du développement durable.

HomoResponsabilis se décline en plusieurs thématiques: Nord-Sud, très petites entreprises, climat & énergie, commerce équitable, économie sociale...

www.groupeone.be

→ La vie des produits devient circulaire

L'analyse du cycle de vie (LCA) consiste à évaluer les impacts environnementaux d'un produit, d'un service ou d'un procédé, depuis l'extraction des matières premières jusqu'à son traitement en fin de vie (du berceau au tombeau).

Le but est de réduire la pression de ce produit, service ou procédé sur les ressources et sur l'environnement tout au long de son cycle de vie. Du même coup, sa chaîne de valeur peut s'en trouver améliorée. La LCA est progressivement intégrée dans les méthodes et normes de gestion de l'environnement (ex. ISO 14040). Il s'agit à la fois d'une procédure (étapes standardisées), et d'un modèle de transformations mathématiques des flux en impacts environnementaux potentiels. La LCA s'intéresse également à la fonction du produit en ce qu'elle permet de comparer des produits remplissant la même fonction mais de manière différente (ex. le livre papier et le livre électronique).

La LCA est donc d'abord un outil de gestion mais aussi, de plus en plus, un outil de sensibilisation: l'enjeu est crucial, dès lors que les ressources se raréfient. Certains minerais viendront à manquer d'ici quelques années et déjà leur extraction cause divers problèmes sociaux et environnementaux. Ceci sans parler d'autres matières premières autrement plus vitales sinon stratégiques. C'est pourquoi, notre économie ne doit plus seulement être pauvre en carbone, elle se doit également d'être économe en ressources.

Sur base de cette méthode éprouvée, on peut à la fois revendiquer des fabricants qu'ils réduisent les impacts négatifs tout au long de leurs chaînes de production mais aussi les pousser à rendre des comptes sur ces impacts, les efforts entrepris pour les réduire et les résultats.

Plus généralement, l'analyse du cycle de vie d'un produit aide le consommateur à se rendre compte de l'impact de ses propres achats et usages, jusqu'à la façon dont il élimine des ressources une fois qu'il considère celles-ci comme des déchets.

Citons la série des « story of stuff » animée par l'américaine Annie Leonard qui illustre parfaitement cet enchaînement de causes et d'effets et la nécessité d'une économie « circulaire », renvoyant producteurs et consommateurs à leurs responsabilités respectives et interdépendantes.

www.storyofstuff.org/international

Plus près de chez nous, diverses organisations déploient des trésors d'inventivité pour nous sensibiliser pareillement!



écoconso

À CHAQUE STADE DE LA CONSOMMATION, PENSER À L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ!

- Avant d'acheter un produit ou de faire appel à un service, interrogeons-nous. En avons-nous vraiment besoin? Y a-t-il des alternatives à l'achat (location, prêt)? Cela évite des pollutions dues à la fabrication et à la gestion des déchets de ces biens... et ça coûte moins cher!

- À l'achat d'un produit ou service, cherchons le plus respectueux de l'environnement: peu énergivore, porteur d'un label, qui a une longue durée de vie, bio ou issu du commerce équitable...

- Lors de l'utilisation, veillons à réduire l'impact des produits sur l'environnement. Une mauvaise utilisation peut réduire à néant les avantages d'un produit plus écologique. Ex: même avec un détergent écologique, respectons le dosage. - Lorsque nous n'utilisons plus un objet, prolongeons sa vie plutôt que de le jeter. S'il est toujours en bon état, offrons-le à la famille, des amis ou à une entreprise d'économie sociale. Sinon, orientons-le vers le recyclage.

écoconso propose informations, conseils, publications, animations, adresses utiles... afin d'encourager les citoyens et les collectivités à adopter des comportements et des choix de consommation respectueux de l'environnement et de la santé.

www.ecoconso.be

Plus d'infos sur www.ecoconso.be, au 081 730 730 ou via info@ecoconso.be. Toutes nos publications sont disponibles gratuitement en ligne!

→ Les indicateurs se diversifient

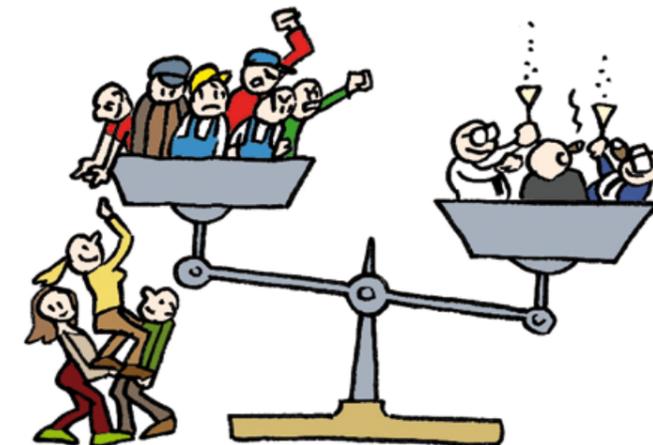
Un indicateur est un objet scientifique construit et communiqué en vue d'un usage politique.

Information généralement (mais pas nécessairement) numérique, il permet d'évaluer l'état ou l'évolution d'une problématique d'intérêt général (ex. la pauvreté). Parfois plusieurs informations sont nécessaires pour mieux cerner la problématique. On les regroupe en un indice (ex. le PIB). Pour construire un indicateur, il faut définir les dimensions qui constituent la problématique (la pauvreté a des dimensions financières, sociales, culturelles...) Ces dimensions sont décomposées en variables, qu'on sélectionne en fonction de leur pertinence ou de la facilité de mesure. Les informations quantitatives (ex. le revenu) sont plus faciles à mesurer que les informations qualitatives (ex. la profession). De ce fait, les échelles de mesure doivent souvent être ramenées à leur niveau le plus élémentaire pour permettre l'agrégation de différentes mesures en vue de former un indice synthétique. La question de leur pondération est également importante: ex. va-t-on donner plus d'importance à la dimension matérielle de la pauvreté qu'à sa dimension sociale ou culturelle? Selon la manière dont l'indice est formé, celui-ci influence différemment ses utilisateurs.

Le cas du PIB est intéressant. Cet indice est utilisé à tout va vu sa commodité, tout en faisant l'objet de vives critiques depuis les années 70. Car il ne prend pas en compte des activités non monétarisées qui pourtant contribuent à la richesse nationale. Il fait fi des inégalités, qui sont une mesure importante de la cohésion sociale, et des atteintes à l'environnement. C'est pourquoi, depuis les années 90, de nombreuses alternatives au PIB sont apparues... Jusqu'à créer l'embarras du choix de ces alternatives!

Ainsi « l'indicateur de progrès véritable » (GPI) tente d'améliorer la méthodologie du PIB. D'autres s'inscrivent « au-delà du PIB » en essayant de synthétiser d'autres points de vue comme « l'Indice de développement humain » (IDH), du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Dans le champ social, le coefficient de Gini mesure le degré d'inégalité de la distribution des revenus dans une société donnée.

En pratique, il reste difficile de décider des indicateurs adéquats pour mesurer le développement durable, bien que divers indicateurs soient testés en ce sens partout dans le monde depuis le Sommet de la Terre à Rio en 1992. Selon le Conseil Fédéral du Développement Durable (CFDD) qui a formulé un avis à ce sujet, la raison principale est que « le développement durable n'est pas encore suffisamment intégré dans les différents secteurs de la politique ». Le découpage institutionnel en Belgique, ne facilite pas non plus la collecte des données. Le CFDD émet différentes propositions pour remédier à cet état de fait...



A lire sur le sujet

Avis du CFDD: www.cfdd.be/DOC/pub/ad_av/2002/2002a03f.pdf

Paul-Marie Boulanger:
« Les indicateurs de développement durable: un défi scientifique, un enjeu démocratique », <http://users.skynet.be/idd/documents/indicateurs/iddpmb01.pdf>

→ L'empreinte écologique se précise

Le rapport Planète Vivante du WWF montre que la demande de l'humanité vis-à-vis des ressources naturelles continue d'augmenter pour atteindre 50 % de plus que ce que la Terre peut produire.

Ses deux principaux indicateurs :

- L'indice planète vivante, basé sur le suivi de près de 8000 populations de plus de 2500 espèces, a baissé d'environ 30 % en moyenne depuis les années 1970.
- L'empreinte écologique de l'humanité, c'est-à-dire la surface nécessaire pour produire toutes les ressources naturelles que nous consommons et pour absorber nos déchets, a plus que doublé depuis 1961. Cette augmentation est en grande partie due à l'augmentation de l'empreinte carbone, qui a été multipliée par 11 depuis 1961. A l'heure actuelle, la Terre met 1,5 ans pour produire les ressources que nous utilisons en un an. Si la tendance actuelle est prolongée, on estime que nous aurons besoin de deux planètes d'ici 2030, et de trois planètes d'ici 2050.

Au niveau belge, le pays occupe désormais le quatrième rang mondial en termes d'empreinte écologique, soit 8 hectares globaux par personne. Pour l'édition 2010 du Rapport planète vivante, la méthodologie a été améliorée et les données disponibles sont plus précises. Cela a permis de mettre en évidence que l'empreinte écologique belge a été largement sous-estimée dans le passé. Dès lors, si tout le monde vivait comme un belge moyen, 4,4 planètes seraient nécessaires pour subvenir à nos besoins.

Squid - LaSemo

RÉDUIRE SON EMPREINTE EN PRATIQUE

LaSemo est un festival d'été «durable» créé par l'asbl Squid à Hottton en province du Luxembourg. Cet événement «tout public» connaît depuis sa création en 2008, un succès croissant (15 000 personnes en 2010). Dès sa première édition, LaSemo a tenté l'aventure des toilettes sèches et des gobelets réutilisables, qu'adoptent à présent d'autres festivals. L'événementiel durable est sa marque de fabrique. Chaque année, parfois en se trompant, les organisateurs tentent de franchir de nouvelles étapes pour soigner la cohérence à tous les niveaux. Après avoir sensibilisé le public à une gestion réelle et efficace des déchets, posé la question du suremballage et celle de la surconsommation, depuis 2010, l'accent est mis sur l'alimentation : pour faire prendre conscience au public de l'impact que peuvent revêtir ses choix pour l'environnement, lui permettre de réduire son bilan carbone, montrer qu'une autre alimentation est possible et

que le supermarché n'est pas le lieu de passage obligé pour nourrir sa famille.

La nourriture et les boissons proposées à LaSemo proviennent de filières courtes (artisans et producteurs de la région) avec une attention au choix d'aliments de saison mais néanmoins variés, et à la réduction maximale des emballages. Ainsi les richesses générées par l'événement sont directement réinvesties au niveau local. Cela implique de collaborer avec les artisans bien en amont de l'événement, de sorte qu'ils soient prêts pour le festival.

En 2011, un bulletin carbone personnalisé sera délivré à la fin de LaSemo à chaque festivalier. Les premières données intégrées dans le calcul sont liées à l'alimentation, avec possibilité d'insérer d'autres critères dont la mobilité. Tout cela grâce à une puce RFID appelée «Takto», qui signifie «mesure» en Esperanto...

www.lasemo.be

WWF

DES SOLUTIONS DURABLES POUR UNE PLANÈTE VIVANTE

Si nous voulons que la Terre puisse continuer à subvenir aux besoins de la population mondiale, qui devrait atteindre 9 milliards de personnes d'ici 2050, il est largement temps de faire changer les choses dans notre pays et au niveau global. Dans ce but, le Rapport planète vivante met en évidence deux pistes de solutions cruciales pour réduire notre empreinte écologique :

- la transition vers une société faible en carbone, via l'amélioration de l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables ;
- l'adaptation de notre régime alimentaire, notamment la réduction de notre consommation de viande. Nous devons aussi intensifier nos efforts pour protéger et valoriser notre capital naturel, par exemple en augmentant les surfaces d'aires protégées, et en éliminant la surpêche et les pratiques de pêche destructives. Les politiques doivent aussi agir pour faire adopter des objectifs ambitieux au niveau international, notamment pour la biodiversité et contre le changement climatique. Le WWF ne manque pas de les interpeller en ce sens...

www.wwf.be

→ Les tests de durabilité

Les «études d'impact des décisions sur le développement durable» dits «tests de durabilité» sont des aides au processus décisionnel dotées d'une assise légale et donc théoriquement obligatoires.

En réalité, ces tests sont peu utilisés car depuis que la loi les concernant a été modifiée (loi du 30/07/2010 modifiant la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale DD en ce qui concerne l'évaluation d'incidence des décisions sur le DD)... Le gouvernement est en affaires courantes !

Le fait est aussi que la procédure, assez complexe, peut être écourtée si un «quick scan» prouve qu'il n'est pas nécessaire de poursuivre plus loin l'investigation sur les impacts DD. Dans la pratique, donc, à part pour certaines mesures environnementales, les tests de durabilité n'ont pas encore fait leurs «maladies de jeunesse» et ceux qui sont censés procéder à ces tests, attendent trop souvent qu'une décision soit déjà quasiment prise, pour se préoccuper de mesurer ses impacts prévisibles. Le gros problème est surtout qu'ils ne sont pas tenus de rendre des comptes publiquement des résultats de telles évaluations. Il s'agit à présent que la société civile s'approprie l'outil pour revendiquer sa mise en oeuvre plus systématique... Et en toute transparence.

www.sppdd.be/FR/instruments/eidd

→ L'analyse de genre

Les femmes ne sont pas un «groupe social» puisqu'elles représentent la moitié de l'humanité ! Et le genre n'est pas le sexe...

Le genre est la construction socio-culturelle des rôles féminins et masculins et des relations entre femmes et hommes. L'enjeu de cette définition n'est pas seulement la justice sociale, comme le montrent les déséquilibres démographiques dans certains pays asiatiques (122 hommes pour 100 femmes en Chine).

Il est donc urgent de promouvoir au niveau mondial mais aussi chez nous, des politiques d'égalité des chances visant l'intégration de la dimension du genre dans la politique générale. Pour ce faire, on dispose d'indicateurs sexospécifiques et d'outils tels que le «gender budgeting», «l'empowerment» et la déconstruction des stéréotypes.

Le Conseil de l'Europe définit ainsi le «gendermainstreaming» : «la (ré)organisation, l'amélioration, le développement et l'évaluation des processus de prise de décision, aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines et à tous les niveaux, par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques».

Le développement durable est donc transversal à plus d'un titre puisqu'il implique de veiller à ce que toutes les politiques, tous les programmes, intègrent à la fois le genre et les critères de durabilité. La rencontre de ces préoccupations est concomitante avec celle des mouvements sociaux féministes et écologistes de la seconde moitié du XXème siècle. La société civile a ainsi permis de faire rentrer, en 1992, la dimension du genre dans l'Agenda 21 (chapitre 24).



Le monde selon les femmes

AU CARREFOUR DU GENRE ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En croisant genre et développement durable, on met l'accent sur la participation des femmes au DD, sur leurs droits, sur leur accès aux ressources naturelles et technologiques. Plus globalement, il s'agit de vivre un modèle de relations entre les hommes et les femmes où chacun.e peut épanouir ses potentialités personnelles dans un cadre légal et institutionnel qui garantit l'égalité de droits. Cela permet aussi de désactiver les stéréotypes sexistes, notamment dans la communication sur le DD : on ne visera pas les femmes comme principal public-cible dans les produits ménagers ou les attitudes parentales. On s'interrogera sur la place des femmes dans les nouveaux métiers verts, sur leur présence dans les postes de responsabilités du DD, en veillant à ce que le Chapitre 24 de l'Agenda 21 sur les droits des femmes soit renforcé lors de Rio + 20.

www.mondefemmes.org

Ressources disponibles via www.mondefemmes.org :

- Formation genre et DD
- Livret «Genre et développement durable» dans la collection «Essentiel du genre» n°9
- Claudine DRION, «Femmes et DD, vision d'avenir, entrepreneuriat et recommandations», étude de 2006, 68 pp.
- Plaidoyer pour le genre dans le DD.

Perspective : un nouveau pacte social

Pour que le nouveau pacte social soit véritablement un « pacte sociétal », intégrant plus largement les groupes représentatifs des différentes composantes de la société.

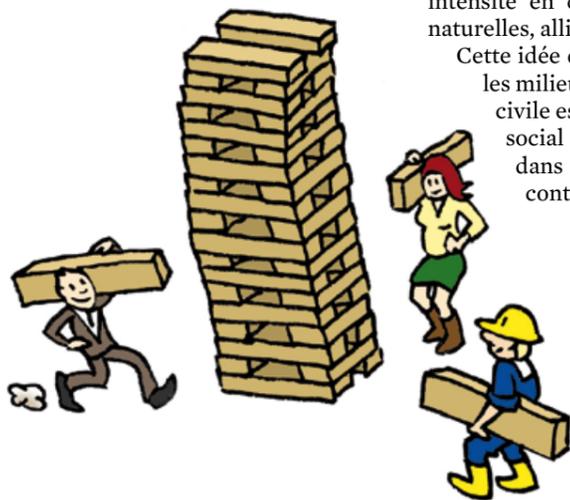
Associations 21

Le pacte social de 1944, appelé plus exactement projet d'accord de solidarité sociale, traduisait une conception du progrès selon laquelle la bonne marche des entreprises conjuguée à une relative redistribution des revenus constituait la meilleure garantie de la prospérité, une paix sociale et un frein aux avancées du communisme. La forme du compromis passa, en Belgique, par la reconnaissance mutuelle, dans une logique de partenariat conflictuel, des organisations syndicales et patronales, les syndicats ayant accepté l'autorité légitime des chefs d'entreprise et par là même, les règles de fonctionnement de l'économie de marché et les employeurs le fait syndical, c'est à dire le principe de la négociation collective comme mode de décision dans les matières qui concernent les salaires, les conditions de travail et la redistribution des revenus. Le contexte de l'époque était la croissance infinie, les politiques étatiques de relance (Keynes) et le colonialisme.

65 ans plus tard, alors que tous les constats avaient été posés dans les années 70 (Rapport Brundtland, Club de Rome...), c'est avec plus de trente années de retard que la nécessité se fait jour de mettre en œuvre des politiques intégrées et systémiques de développement durable, tenant compte des ressources économiques, environnementales et sociales, développant des solidarités dans l'espace (Nord/Sud) et dans le temps (les générations futures).

Il reste malgré tout un tabou: celui de l'idéologie de la croissance, alors même que tout indique (dégradation de l'éco-système Terre, épuisement des ressources, biodiversité et santé humaine en déclin...) qu'un autre modèle est nécessaire, basé sur la relocalisation (économique et politique) et l'équité. Les acteurs aussi ont changé ; au modèle trilatéral (État / Patronat / Syndicat) de 1944, s'est substitué un dialogue multilatéral, incluant les intérêts les plus divers. Si hier, le pacte social de 1944 se devait d'accompagner la relance de l'Europe sinistrée (en évitant si possible le modèle soviétique), le défi actuel est d'assurer la transition économique en se dotant d'une économie à faible intensité en carbone, efficace sur le plan énergétique et des ressources naturelles, alliant écologie et enjeux sociaux.

Cette idée de refonder le pacte social est actuellement en discussion dans les milieux politiques, syndicaux et associatifs. La demande de la société civile est claire: désormais, à côté des patrons et des syndicats, le pacte social devra associer cette mouvance civile du monde associatif, actif dans différents domaines, environnement, économie sociale, lutte contre la pauvreté, santé, citoyenneté, culture...



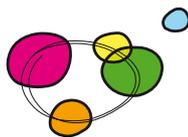
Vos contributions,
avis & outils

à renvoyer par mail à
info@associations21.org
En ligne: www.associations21.org

Table des matières

Présentation d'Associations 21	2
Qui sommes-nous ?	2
Associations membres	2
Notre constat	3
Que voulons-nous ?	3
Pourquoi une boîte à outils du DD ?	3
Le temps	4
L'histoire, ou plutôt les histoires, à croiser	4
L'associationnisme	4
Le développement durable	5
Le présent	7
La durabilité à l'épreuve de l'accélération	7
Des solutions ?	8
L'avenir	9
A l'agenda 2011-2012	9
L'espace	10
Agir localement, penser globalement : l'exemple de l'agriculture et de l'alimentation	10
Les lieux d'intervention	11
La « société civile », c'est qui ?	12
Les mots	14
Le rapport au politique	15
Responsabilité individuelle ou collective ?	15
Observer ou s'impliquer ?	16
Résister ou s'adapter ?	17
Eponger ou fermer le robinet ?	18
Tout changer ou améliorer ce qui existe ?	19
Conserver ou transformer ?	20
L'analyse transversale	21
Les trois piliers du DD fusionnent	21
La vie des produits devient circulaire	22
Les indicateurs se diversifient	23
L'empreinte écologique se précise	24
Les tests de durabilité	25
L'analyse de genre	25

Perspective :
un nouveau
pacte social



associations**21**

**Cette boîte à outils est
une publication d'Associations 21
pour un développement durable**

c/o Mundo-B
rue d'Edimbourg 26, 1050 Bruxelles
Tél. 32/2/893.09.40 - info@associations21.org
www.associations21.org



Editeur responsable : Luc Lefèbvre
Ont collaboré à cette publication:
Paul-Marie Boulanger, Christophe
Dubois, Brigitte Gloire, Luc Lefèbvre,
Mathieu Sonck, Thierry Vandebroek,
Joëlle Van Den Berg, et toutes
les associations qui ont livré une
contribution originale.
Coordination : Antoinette Brouyaux
Mise en page : Louise Laurent
Illustrations : Gérard Thèves
Impression : Edition et Imprimerie
Avec le soutien du Service Public
Programmatique Développement Durable

Service Public fédéral
de Programmation
**Développement
Durable**

*Ce document téléchargeable en ligne peut être reproduit,
à condition de ne rien changer ni dans le contenu ni dans
la mise en page, et après accord écrit d'Associations 21.*